



MISSION D'APPUI AUX POINTS FOCaux REDD+ DES PAYS DE LA COMIFAC DANS LES NEGOCIATIONS DE PARIS, BRAZZAVILLE, OSLO ET BONN, EN VUE DE LA CONFERENCE DE CANCUN

10 MARS AU 11 JUIN 2010



Olivier BOUYER
Coordonnateur de l'unité
changement climatique
ONF-International



RAPPORT FINAL - 2 JUILLET 2010

Remerciement

Un grand merci aux négociateurs des pays de la COMIFAC, avec qui la collaboration et les échanges ont été particulièrement intéressants au cours de ces 3 mois de négociations : Bernadette HAKIZIMANA et Rénilde NDAYISHIMIYE (Burundi), Joseph Armathé AMOUGOU, Christophe BRING et Timothée KAGONBE (Cameroun), Georges Claver BOUDZANGA et Pierre OYO (Congo), Rodrigue Abourou OTOGO, Leatitia MAGOULOU, Etienne MASSARD, Georges Bayonne MBOUMBA et Lee WHITE (Gabon), Déogracias IKAKA NZAMIO et Mariano Efua NSUE ADA (Guinée équatoriale), Aimé Mbuyi KALOMBO, Vincent Séya Makonga KASULU, Fabien MONTEILS et Tosi MPANU MPANU (République Démocratique du Congo), Bilma BANDEIRA MANDINGA et Arlindo CARVALHO (Sao Tomé et Príncipe), Sébastien DUSABEYEZU et Libéral SEBURIKOKO (Rwanda), Hassane Idriss MAHAMAT et Moussa TCHITCHAOU (Tchad).

Un remerciement spécial à l'équipe de la Présidence Centrafricaine, qui a su modérer efficacement les débats et organiser l'équipe des négociateurs dans une atmosphère constructive : Aline MALIBANGAR, Igor Tola KOGADOU et David Melchésiedeck YANGBONDO (République Centrafricaine).

Un grand merci également à l'équipe du Secrétariat exécutif de la COMIFAC qui a su donner les impulsions nécessaires aux moments cruciaux et contribuer au cimentage du groupe : Raymond MBITIKON, Michel NDJATSANA et Martin TADOUM.

Enfin, un grand merci à la Présidence allemande de la facilitation du partenariat sur les forêts du bassin du Congo et à sa coopération technique, la GTZ, qui a permis la réalisation de cette mission d'appui.

Préambule

Les 3 derniers mois, de mi-mars à mi-juin 2010, ont été ponctués par 4 temps forts : la Conférence internationale sur les grands bassins forestiers (Paris, 11 mars), le Sommet des Ministres en charge de l'environnement et des forêts des Etats membres de la CEEAC et de la COMIFAC (Brazzaville, 21 avril 2010), la Conférence ministérielle sur les forêts et le climat (Oslo, 27 mai) et les négociations de préparation au régime climatique onusien post-2010 (Bonn, 31 mai – 11 juin).

Dans le cadre de la mission d'appui confiée à l'ONF-International par les pays de la COMIFAC, des notes, présentations, papiers de position, déclarations et comptes-rendus ont été produits spécifiquement, avant et parfois pendant ces 4 temps forts. Ils sont regroupés dans ce rapport de fin de mission, afin de permettre aux négociateurs de la COMIFAC de capitaliser les connaissances et constituer ainsi une base de travail en vue de la Conférence de Cancun.

A l'issue de ces 3 mois, il a paru intéressant de tirer des leçons à deux niveaux :

- Sur les négociations : quelles sont les avancées ? Les défis encore à relever ?
- Sur le groupe de négociation COMIFAC : quelles sont ses forces et ses faiblesses ?

Le présent rapport se focalise donc sur ces 2 aspects et cherche à produire des recommandations utiles en vue des prochaines échéances de négociations qui conduiront jusqu'à la Conférence climat de Cancun en décembre ; les premières étant les négociations climat qui se tiendront à Bonn du 2 au 6 août prochains.

Sommaire

Quelles leçons tirer des dernières négociations climat ?	pp. 3-6
Quelles sont les forces / faiblesses du groupe de négo. COMIFAC ?	pp. 7-8
Présentation « Qu'est ce que le REDD+ ? »	pp. 9-13
Présentation « Bilan sur REDD+ après Copenhague »	pp. 14-17
Présentation « Etat des financements fast start REDD+ »	pp. 18-22
CR de la Présidence française sur la Conférence de Paris	pp. 23-32
Mémo « Etat d'avancement du plan de travail climat de la COMIFAC »	pp. 33-37
Mémo « Mobilisation des fast start REDD+ dans le bassin du Congo »	pp. 38-45
Déclaration ministérielle de Brazzaville	pp. 46-47
Mémo « Comparaison Accord de Copenhague / Déclaration d'Oslo »	pp. 48-51
Présentation « Comparaison Accord de CPH / Déclaration d'Oslo »	pp. 52-55
Accord d'Oslo	pp. 56-60
CR de la Présidence norvégienne sur la Conférence d'Oslo	pp. 61-62
Mémo « récapitulatif des documents officiels REDD+ depuis Montreal »	pp. 63-65
Papier de position REDD+ de la COMIFAC pour l'AWG-LCA9	p. 66
Papier de position REDD de la COMIFAC pour le SBSTA32	p. 67
Papier de position LULUCF de la COMIFAC pour l'AWG-KP12	p. 68
Déclaration REDD+ de la COMIFAC pour l'AWG-LCA9	pp. 69-70
1 ^{ère} déclaration LULUCF de la COMIFAC pour l'AWG-KP12	pp. 71-73
2 ^{ème} déclaration REDD+ de la COMIFAC pour l'AWG-LCA9	pp. 74
Mémo « Points REDD+ et LULUCF à débattre entre COMIFAC et G77 »	pp. 75
Programme de travail climat de la COMIFAC actualisé – version FR	pp. 76-77
Programme de travail climat de la COMIFAC actualisé – version EN	pp. 78-79
CR des réunions de coordination COMIFAC à Bonn – 31 mai au 11 juin	pp. 80-92

Quelles leçons tirer des dernières négociations climat ?

Contexte

Première grande session depuis Copenhague, la session de la Convention climat de juin à Bonn en Allemagne regroupait la réunion des organes subsidiaires de la Convention climat (SBSTA32 et SBI32) ainsi qu'une session des groupes de travail chargés de la négociation internationale sur le régime post 2012 : AWG-KP12 sur les engagements futurs des pays développés au titre du protocole de Kyoto et AWG-LCA9 sur la coopération à long terme pour la mise en œuvre de la Convention climat.

La session a réuni plus de 5 000 participants, un chiffre qui a montré la volonté de tous de continuer à progresser sur le dossier et qui a permis de vérifier qu'un nombre grandissant de Parties était décidé à avancer.

Le nouveau texte LCA issu de ces deux semaines de négociations sera la trame des négociations d'ici la Conférence des Parties au Mexique en décembre, pendant les réunions de Bonn (2 au 6 août) et celle d'octobre, vraisemblablement en Chine.

Négociations sous AWG LCA9

Le nouveau document¹ proposé par la présidente du groupe de travail LCA et basé sur les textes négociés à Copenhague (mais non adoptés) et l'Accord de Copenhague, a été au cœur des travaux du groupe.

Les échanges au sein de ce dernier ont été structurés autour d'une série de discussions plénières consacrées aux principaux thèmes des négociations : vision partagée, financement, adaptation, atténuation, Mesure/Rapportage/Vérification – MRV des financements des pays développés et de leurs engagements en terme d'atténuation, MRV des efforts volontaires des pays en développement en terme d'atténuation, mécanismes de marché, transfert de technologies, etc.

Pour chaque thème, des questions ont été posées, dans l'objectif de préciser le degré de convergence et de divergence des Parties. De plus, la Présidente de l'AWG-LCA a chargé quelques facilitateurs d'approfondir certains points-clés, dont le financement, thème sur lequel ont été constatés de réels progrès au cours des 4 sessions dédiées à l'architecture financière et à la création du nouveau fonds vert.

Sur la base des questions et réponses échangées entre Parties durant les deux semaines, un nouveau texte révisé a donc pu être présenté par la Présidente. D'une longueur de 22 pages, contre 42 avant ces négociations², il reprend les principales décisions de l'Accord de Copenhague, notamment en matière de financements précoces (30 milliards de dollars pour 2010-2012) et à moyen terme (100 milliards de dollars par an entre 2012 et 2020).

Il reprend les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de « 25 à 40 % » d'ici 2020 pour les pays développés, sans préciser l'année de référence, et de 80 à 95 % d'ici 2050 par rapport à 1990. L'objectif « mondial et partagé » est de -50 à -85 % d'ici 2050 par rapport à 1990. Il reprend certains des éléments de la discussion sur le financement et en précise les contours institutionnels (nouveau fonds, fonctions transversales et forum de discussion), mais en restant flou sur la question des sources de financement.

Néanmoins, force est de constater que ce texte ne fait pas du tout l'unanimité. Lors de la dernière session plénière du vendredi 11 juin, beaucoup de Parties ont exprimé leur inquiétude sur le déséquilibre du document, qui priorise plus atténuation qu'adaptation et ne

¹ Document daté du 10 juin 2010 à 22h30, en version anglaise uniquement :

http://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/awg-lca_advance_draft_of_a_revised_text.pdf

² Document daté du 17 mai 2010, avec version traduite en français : <http://unfccc.int/resource/docs/2010/awgla10/fre/06f.pdf>

reflète que très partiellement les vues échangées lors de la 9^{ème} session de l'AWG-LCA. La Chine a même purement suggéré de refuser le document.

Ces pays (RDC, Lesotho, Panama, Espagne, Iran, Indonésie, Argentine, Chine, Venezuela, Egypte, Inde, Equateur, Bolivie, Brésil, Gambie, Arabie Saoudite, Nicaragua, Turquie) parlaient pour la plupart au nom de groupes de Parties, à savoir G77+Chine, Union européenne, Groupe Afrique, Petits Etats insulaires menacés par la montée du niveau des océans (AOSIS), pays d'Amérique centrale (SICA).

Seuls les Parties du Groupe de l'ombrelle (qui regroupe tous les Parties Annexe 1 à l'exclusion de la Suisse et des 27 Etats membres de l'Union européenne) se sont déclarés satisfaits du document...Chose compréhensible quand on constate le niveau d'ambition extrêmement bas du document.

Négociations sous AWG KP12

Ce groupe de travail travaille à la révision des règles Protocole de Kyoto. Quelques progrès ont été ici enregistrés. L'Union européenne a ainsi réussi à faire valoir (après des années de discussion infructueuse) la nécessité de fixer les règles (utilisation de la forêt, mécanismes, traitement des excédents d'unités de quantité attribuée pour la 1^{ère} période du Protocole de Kyoto, aussi appelé « air chaud », etc.) avant la fixation des objectifs post 2012.

Néanmoins, énormément reste à faire pour fixer des objectifs de réduction d'émission pour les pays développés à l'Annexe 1 de la Convention climat qui soient en phase avec ce que préconise le GIEC pour éviter une augmentation de la température à la surface du globe supérieure à + 2°C (soit + 4°C pour l'Afrique subsaharienne....).

Ainsi, il faudrait que ces pays réduisent collectivement leurs émissions dans une fourchette de -25/-40% d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990...A l'issue de la 12^{ème} session de l'AWG-KP, le compte reste désespérément bloqué autour de -15% !

Le rapport de session³ et les conclusions⁴, purement procédurales et projetant l'organisation de nouveaux ateliers et échanges reflètent bien ces faibles avancées.

Négociations sous SBSTA32

Parmi les innombrables points à l'agenda du SBSTA32, il y avait un point REDD. Là encore, peu d'avancée, avec des conclusions procédurales⁵ dont le seul point marquant est de souligner la nécessité « d'accroître le nombre d'experts formés à l'utilisation des orientations et directives du GIEC [...] ».

Partenariats thématiques « parallèles »

Les travaux de l'AWG-LCA9 et de l'AWG-KP12 ont été prédominants à Bonn mais ont été facilités par un nombre important de partenariats thématiques. Les Parties s'accordent à reconnaître que ces partenariats n'ont pas vocation à se substituer aux négociations menées dans le cadre de la CCNUCC, mais reconnaissent également leur grande utilité pour faire progresser ces dernières et, surtout, amorcer la mise en œuvre d'actions...ce qui est bienvenu dans un contexte géopolitique encore profondément marqué par la faiblesse de l'Accord de Copenhague.

³ Document daté du 28 juin 2010, en version anglaise uniquement : <http://unfccc.int/resource/docs/2010/awg12/eng/07.pdf>

⁴ Document daté du 10 juin 2010, en version anglaise uniquement : <http://unfccc.int/resource/docs/2010/awg12/eng/104.pdf>

⁵ Document daté du 3 juin 2010, en version anglaise uniquement : <http://unfccc.int/resource/docs/2010/sbsta/fre/102f.pdf>

Parmi ces partenariats thématiques, on peut notamment citer :

- le Panel de haut niveau sur les financements de la lutte contre le changement climatique (créé par le Secrétaire exécutif de l'ONU),
- l'Initiative sur l'atténuation et le MRV (annoncée lors de la conférence de Petersberg par l'Allemagne et l'Afrique du Sud),
- l'Initiative sur l'adaptation (annoncée lors de la conférence de Petersberg par les Etats-Unis, l'Espagne et le Costa Rica),
- le Partenariat mondial sur le REDD+ (issu des Conférences sur les forêts et le climat de Paris Oslo),
- le Dialogue de Carthagène qui regroupe les pays soutenant l'Accord de Copenhague (sous le co-leadership du Royaume-Uni et de l'Australie),
- le groupe de travail sur la mise en œuvre du Partenariat global sur les plans d'action technologique (issu du Forum des économies majeures – MEF – qui regroupe les 17 pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre).

Quelles avancées sur les négociations forêt / climat ?

Elles ont été bien faibles au sein des négociations onusiennes...

Sur LULUCF, aucun accord n'a pu être trouvé sur le point de cristallisation des négociations, à savoir le mode de comptabilisation des puits forestiers.

Les conclusions de l'AWG-KP12 invitent donc les Parties à envoyer de nouvelles soumissions d'ici le 2 juillet sur ce sujet (en précisant dans ces soumissions quelles sont leur propositions en terme d'objectifs de réduction en 2020 et quels usages elles comptent faire du LULUCF, des mécanismes de marché et des excédents de quantité attribué en 1^{ère} période pour remplir ces objectifs).

Sur REDD+, aucune avancée formelle : les articles 42 et 43 en p10 du nouveau document de la Présidente de l'AWG-LCA sont identiques aux articles 15 et 16 en p11 de l'ancien document. De la même manière, l'annexe VII sur REDD+ en p21 du nouveau document est identique à l'annexe VI en p33 de l'ancien document.

Les seules avancées sur REDD+ ont finalement été faites au sein du processus Paris-Oslo, où des annonces de financement ont été faites et où un travail de négociations parallèles à celles sous la Convention climat ont été lancées.

Quels défis à relever sur les négociations forêt / climat pour réussir Cancun ?

La prochaine réunion de négociation se tiendra à Bonn du 2 au 6 août. Les Parties devront notamment approfondir l'approche adoptée à Bonn : une analyse plus intense des questions clés qui permettra de commencer la construction d'un véritable texte de négociation. Il faudra ainsi réfléchir au contenu de l'accord de Cancun et identifier les questions qui seront traitées dans des Conférence climat ultérieures.

Les dialogues politiques hors négociations onusiennes continueront à joueront un rôle important (notamment le MEF et le Dialogue de Carthagène) et devront trouver leur articulation avec les négociations onusiennes, ce qui promet d'être délicat.

Le principal défi consiste à transformer l'actuelle annexe VI du document de négociations LCA en projet de décision qui puisse être approuvée à Cancun. Pour réussir cela, il faudra pouvoir (i) s'accorder sur la question problématique des clauses de sauvegarde (listées à l'article 2 p33 de l'ancien document de négociations) et (ii) faire avancer de front les négociations sur le financement, les NAMAs et le REDD+, ce qui complexifie l'exercice.

Quelles sont les forces / faiblesses du groupe de négociation COMIFAC ?

NB : Cette analyse se focalise sur la dynamique du groupe et n'aborde pas des questions plus politiques, telle notamment celle relative au financement de la COMIFAC, évoquée à de nombreuses reprises par les Ministres en charge de l'environnement et des forêts.

Forces :

1. **ECOUTE** : il y a une atmosphère d'écoute et de respect mutuel dans les échanges ;
2. **ASSIDUITE** : les négociateurs sont assidus aux réunions de coordination (malgré des agendas chargés, entre réunions du Groupe Afrique, des Pays les moins avancés, du G77+Chine et, pour certains, de la Rainforest coalition alliance) ;
3. **SOLIDARITE** : les négociateurs expérimentés partagent cette expérience au profit du groupe ;
4. **VOLONTE** : les négociateurs plus récents dans le processus font de réels efforts pour se mettre à niveau ;
5. **VISIBILITE** : le groupe se divise en sous-groupes, afin que – dans la mesure du possible - la COMIFAC puisse être représentée dans toutes les enceintes de négociations ;
6. **ANTICIPATION** : les papiers de position et les déclarations sont préparés avant les négociations en salle, ce qui permet à la COMIFAC de se positionner comme un interlocuteur clef dans les négociations ;
7. **COORDINATION** : la Présidence Centrafricaine a pris les choses en main à Bonn et a effectué un pilotage efficace du groupe.

Faiblesses :

1. **ANGLAIS** : en tout premier lieu : Il y a un manque cruel de négociateurs maîtrisant l'anglais (moins de 5 personnes). Après quelques jours de négociation, lorsque les sessions en plénières et les groupes de contact informels sont terminés, les négociations se déroulent dans des groupes de contact formels, voire des groupes de rédaction ou des groupes d'amis de la Présidence, où la traduction en français n'est plus assurée. Il devient alors extrêmement difficile pour les négociateurs de la COMIFAC de suivre les débats et de se faire entendre ;
2. **RESSOURCES HUMAINES** : il y a un manque de négociateurs tout court pour certaines délégations : il est extrêmement difficile de suivre une dizaine de négociations en parallèle lorsqu'un négociateur est tout seul pour représenter son pays. La COMIFAC a essayé de pallier à ce problème en cherchant à se répartir entre les différentes enceintes de négociations, mais cela ne résout pas complètement le problème ;
3. **EXPERTISE** : sur certains sujets pointus (par exemple, négociations sur le financement ou sur LULUCF), il y a parfois un manque d'expertise interne et/ou un manque de préparation individuelle des négociateurs en amont des réunions de coordination ou de négociation ;
4. **REPRESENTATION** : il y a parfois une sous représentation, voire une absence, de la COMIFAC dans certaines enceintes. Ceci est imputable à une mauvaise coordination en amont (d'où mauvaise répartition par salle) car les réunions de coordination sont généralement trop courtes et que les négociateurs ne sont pas tous équipés de portables avec numéros locaux qui permettraient de communiquer en temps réel par SMS ;
5. **ASYMETRIE** : certains pays, moins impliqués dans le REDD+ actuellement, se sentent un peu marginalisés et souhaiteraient bénéficier d'avantages des projets régionaux ;

6. **DIPLOMATIE ET COMMUNICATION** : la COMIFAC ne met pas assez en avant ses atouts (coopération régionale forestière unique au monde, pays pionniers en matières de plans d'aménagement, d'éco-certification, de techniques d'exploitation faibles impacts, etc.) et pourrait communiquer d'avantage auprès de 3 catégories cibles :
- Les bailleurs (bi- ou multilatéraux) afin de chercher des financements nécessaires à la mise en œuvre du plan de convergence ;
 - Les autres Parties, développés ou en développement, afin de bâtir des alliances stratégiques et faire progresser ses positions dans les négociations ;
 - Les ONG, afin d'éviter que celles-ci critiquent les positions de la COMIFAC et faire en sorte, au contraire, que celles-ci les soutiennent.

Recommandations pour de possibles améliorations :

1. **ANGLAIS** : essayer d'identifier un anglophone pour chaque délégation ou, à défaut, faire en sorte que les négociateurs de la COMIFAC se regroupent en salle systématiquement autour d'un anglophone, pour pouvoir suivre les échanges en temps réels ;
2. **RESSOURCES HUMAINES** : guère de solution, si ce n'est appuyer les demandes récurrentes du G77+Chine et des pays les moins avancés pour que d'avantage de négociateurs puissent être pris en charge par la Convention climat ;
3. **EXPERTISE** : pour chaque thème délicat, identifier une ou deux personnes référentes au sein du groupe des négociateurs, afin qu'elles investissent du temps et de la matière grise sur le thème et puisse en expliquer les enjeux aux autres négociateurs (c'est ce qui s'est par exemple fait sur les questions de financement lors de la session de Bonn : l'expertise pointue de Libéral SEBURIKOKO a été très précieuse) ;
4. **REPRESENTATION** : d'une part, prévoir une (courte) réunion de débriefing le soir afin de ne pas être pris par le temps le matin et pouvoir bien répartir les négociateurs entre enceintes ; d'autre part, insister pour que les négociateurs achètent une puce locale et faire une liste des numéros locaux, afin de communiquer en temps réel par SMS ;
5. **ASYMETRIE** : faire en sorte que certains pays, moins impliqués dans le REDD+, se sentent moins marginalisés en bénéficiant d'avantages des projets régionaux ;
6. **DIPLOMATIE ET COMMUNICATION** : d'une part, mettre à jour régulièrement le plan du Groupe de travail climat et communiquer d'avantage sur ce plan, auprès des bailleurs, des autres Parties et des ONG ; d'autre part, prendre contact en amont avec des partenaires clefs (stratégie dite d'« outreach ») en identifiant les sujets à discuter avec eux et les objectifs à atteindre à l'issue des rencontres, puis organiser ces rencontres ;



MISSION D'APPUI AUX POINTS FOCALIS REDD+ DES PAYS DE LA COMIFAC DANS LES NEGOCIATIONS CLIMAT DE BONN, EN VUE DE LA CONFERENCE DE CANCUN

2 AU 6 AOUT 2010



Olivier BOUYER
Coordonnateur de l'unité
changement climatique
Office National des Forêts - International



RAPPORT FINAL - 13 AOUT 2010

Remerciement

Un grand merci aux négociateurs des pays de la COMIFAC, avec qui les échanges ont été fructueux durant ces négociations : Rénilde NDAYISHIMIYE (Burundi), Joseph Armathé AMOUGOU, Victoire EHETH et Timothée KAGONBE (Cameroun), Pierre OYO (Congo), Rodrigue Abourou OTOGO, Leaititia MAGOULOU, Georges Bayonne MBOUMBA et Lee WHITE (Gabon), Déogracias IKAKA NZAMIO (Guinée équatoriale), Roger BOKWALA, Léopold KALALA, François Mubilayi KABEYA, Aimé Mbuyi KALOMBO, Vincent Séya Makongo KASULU, Jean Ilunga MUNENG et Tosi MPANU MPANU (République Démocratique du Congo), Aderito SANTANA (Sao Tomé et Príncipe), Sébastien DUSABEYEZU (Rwanda), Hassane Idriss MAHAMAT et Moussa TCHITCHAOU (Tchad).

Un remerciement spécial à la Présidence Centrafricaine, qui a su modérer efficacement les débats dans une atmosphère constructive : Igor Tola KOGADOU et David Melchésiedeck YANGBONDO (République Centrafricaine). Enfin, un grand merci à l'équipe du Secrétariat exécutif de la COMIFAC - Raymond MBITIKON, Michel NDJATSANA et Martin TADOUM – et à l'équipe de la Présidence allemande de la facilitation du partenariat sur les forêts du bassin du Congo - Peter SCHAUERTE, Hans SCHIPULLE et Dietmar SCHORLEMER - qui ont permis la réalisation de cette mission d'appui.

Préambule

Cette mission d'appui faisait suite à une première mission, effectuée de mi-mars à mi-juin 2010, période ponctuée par 4 temps forts : la Conférence internationale sur les grands bassins forestiers (Paris, 11 mars), le Sommet des Ministres en charge de l'environnement et des forêts des Etats membres de la CEEAC et de la COMIFAC (Brazzaville, 21 avril 2010), la Conférence ministérielle sur les forêts et le climat (Oslo, 27 mai) et les négociations de préparation au régime climatique onusien post-2010 (Bonn, 31 mai – 11 juin).

Cette précédente mission d'appui a fait l'objet d'un rapport, daté du 2 juillet 2010 et transmis aux points focaux « climat » de la COMIFAC, au Secrétariat exécutif de la COMIFAC et à la Présidence allemande de la facilitation du partenariat sur les forêts du bassin du Congo.

Le présent rapport vise à (i) tirer le bilan des dernières négociations de Bonn : où en sommes nous, à J-3 mois de Cancun ? et (ii) identifier les enjeux des négociations pour les pays de la COMIFAC : comment se préparer pour « réussir » Cancun ?

Sommaire

1. CONTEXTE : AVANT-DERNIERE ETAPE AVANT CANCUN	3
1.1. Des négociations difficiles depuis Copenhague	3
1.2. Résumé des 2 premières sessions 2010 de négociation	3
1.3. Contenu des débats AWG-LCA11 et AWG-KP13 en août	3
2. AWG-LCA11 : DES AVANCEES...EST-CE SUFFISANT ?	4
2.1. Vision partagée : en a-t-on une ?	4
2.2. Atténuation : passage de 15 à 41 pages de texte !	4
2.3. Adaptation : besoin d'un nouveau comité...ou pas ?	5
2.4. Financement : idem, a-t-on besoin d'un Comité ?	5
2.5. RAS sur transfert de techno et renforcement de capacités	6
2.6. AWG-LCA : quelle suite pour quel résultat final ?	6
3. AWG-KP13 : EN AVANCE SUR AWGLCA OU L'INVERSE ?	6
3.1. Des engagements post-Kyoto encore très insuffisants	6
3.2. Un débat LULUCF opaque, mais en cours de finalisation... ..	7
3.3. RAS sur mécanismes de flexibilité et questions méthodo	7
3.4. Un texte de négociations AWG-KP quasiment ficelé ?	8
CONCLUSION : COMMENT SE PREPARER POUR CANCUN ?	9
ANNEXES : CR QUOTIDIENS DE LA SESSION D'AOUT	10

1. CONTEXTE : AVANT-DERNIERE ETAPE AVANT CANCUN

1.1. Des négociations difficiles depuis Copenhague

Le Groupe ad hoc de négociations des engagements post-Kyoto de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays développés (groupe dit « AWG-KP ») a été lancé en juin 2006 à Bonn, en marge de la 24^{ème} rencontre des Organes subsidiaires (SB24).

1 an ½ après, lors de la 13^{ème} Conférence climat de Bali en 2007, a été lancé le Groupe de travail ad hoc sur la coopération à long terme pour la mise en œuvre de la Convention climat (groupe dit « AWG-LCA »).

Les négociations au sein de ces deux groupes devaient s'arrêter l'année dernière à la 15^{ème} Conférence climat de Copenhague...l'hypothèse ayant été faite qu'un Traité post-2012 contraignant serait adopté à cette occasion.

Ceci n'ayant pas été le cas, la Conférence des Parties à la Convention climat (COP) et la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP) ont alors décidé, le dernier jour de la Conférence de Copenhague de prolonger leur mandat d'un an, dans l'espoir d'arriver à un Traité à la 16^{ème} Conférence climat de Cancun.

Depuis 2010, les deux AWG se sont donc réunis à 3 reprises à Bonn, du 9-11 avril, puis du 31 mai au 11 juin et enfin du 2 au 6 août, cette dernière session marquant la 13^{ème} rencontre de l'AWG-KP et la 11^{ème} de l'AWG-LCA. Si l'avant-dernière session avait réuni plus de 5 000 participants, la dernière en comptait 3 fois moins (1 650), signe d'une démotivation certaine.

1.2. Résumé des 2 premières sessions 2010 de négociation

Lors de la 1^{ère} session, du 9 au 11 avril, toutes les discussions avaient porté sur l'élaboration d'un programme de négociations 2010 et le mandat à donner aux présidents des 2 AWG.

Lors de la 2^{ème} session, les débats de l'AWG-KP12, présidés par M. Léon CHARLES (Antigua et Barbuda), avaient été « mous », se focalisant sur la question des objectifs de réduction d'émission des pays développés.

Avaient aussi été abordées les questions liées aux puits de carbone forestier des pays développés (négociations dites « LULUCF »), à l'utilisation des crédits issus de projets et à l'aspect légal du futur Traité, tout cela sans faire d'avancée substantielle.

Les débats de l'AWG-LCA10, présidés par Mme Margaret MUKAHANANA-SANGARWE (Zimbabwe), avaient quant à eux été très animés. Après plus d'une semaine passé à négocier sur un texte de plus de 170 pages, les Parties avaient reçu le 10 juin une nouvelle version remaniée par la Présidente.

Ce texte avait été vivement critiqué par la majorité des parties, la plupart le considérant comme biaisé et incomplet. La Présidente fut donc obligée de reprendre son travail et d'envoyer une nouvelle version de texte en juillet.

1.3. Contenu des débats AWG-LCA11 et AWG-KP13 en août

Les négociations de l'AWG-LCA11 ont porté sur les points suivants, tirés du Plan d'action de Bali : (i) Vision partagée et préparation d'un Traité post-2012, (ii) Atténuation, (iii) Adaptation, (iv) Finance, (v) Transfert de technologie et (vi) renforcement des capacités.

Les négociations de l'AWG-KP13 ont porté sur les points suivants : (i) Objectifs de réduction d'émissions des pays développés, (ii) Comptabilisation des émissions et absorptions des puits de carbone forestiers et agricoles (LULUCF), (iii) Questions méthodologiques, (iv)

Aspects légaux liés au futur Traité et (iv) Impacts négatifs possibles des actions d'atténuation sur l'économie des pays pétroliers (négociations dites « mesures de riposte »)

2. AWG-LCA11 : DES AVANCEES...EST-CE SUFFISANT ?

2.1. Vision partagée : en a-t-on une ?

La question a été traitée dans un groupe de contact animé par le Vice-Président de l'AWG-LCA M. Dan REIFSNYDER (Etats-Unis). Trois points clefs ont fait l'objet de vifs échanges, sans que le consensus n'émerge : (i) Quelle augmentation de température serait supportable ?, (ii) Quelles seraient les réductions d'émissions à faire en conséquence ?, (iii) A combien devraient s'élever les contributions financières des pays développés ?

Le premier point clef concernait l'objectif général à atteindre dans le cadre d'un Traité post-2012. La plupart des pays développés, s'appuyant sur l'Accord de Copenhague, souhaitent retenir l'objectif de limiter l'augmentation de température à la surface du globe à +2°C.

Certains pays en développement eux souhaitent retenir l'objectif de +1,5°C, estimant que le risque d'« emballement climatique »¹ était trop important avec un objectif de +2°C. Corollaire de ce qui précède, des divergences ont été affichées sur les niveaux de réduction d'émissions pour atteindre ces objectifs de limitation de l'augmentation de température.

Le 4^{ème} rapport du GIEC, paru en 2007, nous dit en effet que pour avoir 50% de chance de rester sous les +2°C, il faudrait limiter les émissions des pays développés de -25% à -40% en 2020 par rapport à leur niveau de 1990 et limiter globalement les émissions de -50% en 2050 par rapport à leur niveau de 1990 (soit -75% à -95% pour les pays développés).

Mais, depuis 2007, de nombreux scientifiques estiment que ces pourcentages devraient être revus à la hausse, car le réchauffement climatique est plus rapide que prévu, certaines rétroactions ayant été sous-estimées dans les calculs précédents du GIEC.

En conséquence, les partisans du +2°C défendaient l'idée d'un objectif fixé à -25% à -40% en 2020 et -50% en 2050, alors que les partisans du +1,5% demandaient jusqu'à -100% !

Enfin, dernier point clef, les pays en développement ont demandé à ce que les pays développés contribuent aux activités du futur Traité post-2012 à hauteur de 2% à 3% de leur PIB...proposition sur laquelle aucun pays développés n'a officiellement réagi.

2.2. Atténuation : passage de 15 à 41 pages de texte !

Ce point est celui qui a fait l'objet du plus de débats. Les discussions, présidées par Mme MUKAHANANA-SANGARWE, ont porté sur les sous articles 1(b) de la feuille de route de Bali : (i) atténuation dans les pays développés, (ii) dans les pays en développement, (iii) REDD+, (iv) approches sectorielles et marche du carbone, (v) « mesures de riposte ».

Sur (i), les débats n'ont pas progressé sensiblement, y compris en terme de sémantique, les pays en développement voulant parler d'« engagements » (= juridiquement contraignants), alors que certains pays développés voulaient parler d'« objectifs »...

Sur (ii), l'essentiel des débats ont porté sur la définition de ce que devraient être des actions nationales appropriées d'atténuation (dites « NAMAs »), comment elles devraient être consignées dans un « registre » et comment leurs résultats en terme de réduction d'émissions pourraient être mesurés, rapportés et vérifiés.

¹ Accélération de l'effet de serre passé un certain seuil, les océans perdant par exemple leur capacité de séquestration suite à l'acidification de l'eau causée par la trop importante solubilisation du CO₂.

C'est sur (iii) qu'est venue la plus grosse surprise. Alors que toutes les Parties s'entendaient à considérer le texte relatif au REDD+ comme quasiment abouti, l'Arabie Saoudite a demandé à ce que soient mis entre crochets des phrases entières, notamment pour limiter le REDD+ à la seule déforestation (et transformant donc le REDD+ en RED !).

La Bolivie, porte-parole des pays de l'alliance bolivarienne (« ALBA ») a ensuite surenchéri en demandant à ce que soient crochétées les mentions relatives à l'utilisation du marché du carbone pour financer REDD+ et la possibilité donnée aux pays développés d'utiliser des crédits REDD+ (« offsets ») pour remplir leurs engagements de réduction d'émissions.

La RDC, au nom du Groupe Afrique, s'est élevée contre ces manœuvres délibérées de sape du travail accompli, sur un champ de négociation qui constituait une lueur d'espoir pour tout le processus. Heureusement, la Colombie, soutenue par d'autres Parties, a réussi à demander la réinsertion du texte initial, comme alternative à cette version amendée.

Sur (iv) (approches sectorielles et marché du carbone) et (v) (mesures de riposte), il n'y a pas eu d'avancée notable, chaque Partie se contentant généralement de réitérer ses remarques habituelles et de réintroduire les amendements correspondants, enlevés par la Présidente dans un souci d'harmonisation du texte de négociation...

2.3. Adaptation : besoin d'un nouveau comité...ou pas ?

Les négociations étaient facilitées par M. Kishan KUMARSINGH (Trinité et Tobago). Au-delà de la demande de l'ensemble des pays en développement pour un rééquilibrage du texte de négociation (afin de traiter atténuation et adaptation sur un même pied d'égalité), les débats ont surtout porté sur l'opportunité de créer un Comité adaptation sous la Convention climat.

La plupart des pays en développement étaient pour, la plupart des pays développés contre, les Etats-Unis allant même jusqu'à dire que le problème n'est pas tant l'absence de comité pour coordonner les activités d'adaptation que le manque de Programmes nationaux d'adaptation (« NAPAs »).

2.4. Financement : idem, a-t-on besoin d'un Comité ?

M. Dan REIFSNYDER a facilité les négociations en groupe de contact, l'Ambassadeur de Singapour à Paris, M. Burhan GAFOOR, facilitant pour sa part un sous groupe de contact (« spin off group »).

De l'avis de tous, les négociations en juin avaient permis d'approcher le consensus sur la nécessité de créer une nouvelle institution chargée de coordonner les flux financiers « climatiques »...Lors de la session d'août, des divisions sont apparues sur ce sujet.

La plupart des pays en développement souhaitaient en effet conserver l'idée de créer une nouvelle institution, avec des organes thématiques (« thématiques bodies ») chargés de la conseiller sur atténuation, adaptation, renforcement de capacités, transfert de technologie.

Les pays développés paraissent quant à eux plus enclins à utiliser les institutions financières existantes et créer, non pas une nouvelle institution en tant que telle, mais plutôt un mécanisme de coordination et pilotage des flux financiers.

Les Etats-Unis se posaient aussi la question de savoir ce qui était entendu par le G77+Chine lorsqu'il parlait de créer une institution permettant aux pays un « accès direct » aux fonds...En fait, les Etats-Unis semblaient a priori très réticents à ce que les flux financiers soient placés sous contrôle direct d'une institution elle-même sous tutelle directe de la COP.

Enfin, en terme d'obligation de financement, les pays en développement ont exigé des pays développés l'assurance qu'un pourcentage de leur PIB soit dévolu aux activités du Traité post-2012, la Bolivie allant jusqu'à 6% et l'Arabie Saoudite jusqu'à 8% (6% non fléché et 2% additionnel pour les activités de capture et stockage du carbone en couche géologique).

2.5. RAS sur transfert de techno et renforcement de capacités

Trois points clefs ont été abordés concernant le transfert de technologies : Comment lier un comité du transfert de technologie et un mécanisme financier ? Quel mode de fonctionnement pour un tel comité ? Comment dépasser la question des droits de propriété intellectuelle, qui pourraient freiner la diffusion des technologies propres ?

Malheureusement, aucune conclusion n'a émergé des discussions, au grand dam du Groupe Afrique qui considérait qu'insuffisamment de temps avait été dévolu au traitement de ce sujet essentiel.

Aucune conclusion n'a également été atteinte sur la question du renforcement des capacités.

2.6. AWG-LCA : quelle suite pour quel résultat final ?

Le jeudi 5 août au soir, une consultation informelle a été organisée sur la nature juridique du résultat de l'AWG-LCA par M. Luis Alfonso DE ALBA, le négociateur en chef du Mexique, hôte de la prochaine Conférence climat.

Trois options ont été présentées : un texte juridiquement contraignant, des décisions de la COP, une combinaison des deux. Les vues étaient divergentes : l'Union européenne et le Japon voudraient un seul et même traité juridiquement contraignant pour AWG-LCA et AWG-KP, qui prenne en compte tous les gros émetteurs (pays développés et émergents).

Les Etats-Unis demandent aussi à ce que les gros émetteurs soient tous couverts et, contrairement à l'Union européenne qui est désormais beaucoup plus discrète sur ce point, font de l'engagement préalable des gros émergents (Chine en particulier) la condition sine qua non à leur propre engagement...

Bref, les divergences de vue étaient encore profondes à la veille de l'arrêt de la session...La plupart des Parties semblaient s'accorder sur le fait qu'un Traité juridiquement contraignant était hors d'atteinte pour Cancun et le serait, au mieux, pour la Conférence climat 2011 en Afrique du Sud.

Cependant, les mêmes Parties, notamment la Belgique au nom de l'Union européenne, la RDC au nom du Groupe Afrique et l'Australie au nom du groupe de l'Ombrelle (groupe réunissant tous les pays développés, hors Union européenne), regrettaient le fait que les négociations n'avaient pas été à la hauteur de leur attente et qu'il fallait passer en mode « négociation » à Tianjin et ne plus rester sur un mode « discussion ».

Le texte est dispo en français à : <http://unfccc.int/resource/docs/2010/awglca11/fre/08f.pdf>. Une nouvelle version du texte devrait être préparée par la Présidente en octobre, avant la session de Tianjin.

3. AWG-KP13 : EN AVANCE SUR AWGLCA OU L'INVERSE ?

3.1. Des engagements post-Kyoto encore très insuffisants

Un groupe de contact spécifique a été créé sur ce sujet et a été co-présidé par M. Léon CHARLES (Grenade) et M. Jürgen LEFEVERE (Union européenne). Les pays en développement ont dans leur majorité regretté le fait que la somme des engagements de réduction d'émissions des pays développés est très loin de leurs attentes.

Ainsi, le groupe des petits Etats insulaires menacés par la montée des eaux (« AOSIS ») a indiqué que la somme des engagements actuellement sur la table est estimée dans une fourchette théorique allant de -17% à -25% en 2020 par rapport à 1990, ce qui donne une

fourchette réelle (une fois déduction faite des artifices de calcul liés au choix du périmètre pris en compte ou aux choix des modes de comptabilisation) de -1% à -7%.

En conséquence de ce qui précède, Chine et Inde ont recommandé que les engagements soient fixés de manière globale, puis répartis entre pays (approche « top down »), plutôt que laissés à l'appréciation de chaque pays développé (approche « bottom up »).

Des débats ont aussi porté sur la question des risques d'artifices comptables liés (i) à la comptabilisation des puits de carbone forestier et agricole (débat dit « LULUCF »), (ii) au report d'unités Kyoto disponibles en grand nombre dans les anciens pays du bloc soviétique dont l'économie et les émissions fossiles se sont effondrées après 1990 (débat dit « surplus of AAUs », une AAU étant une « unité de quantité attribuée » ou « unité Kyoto ») et (iii) à la possibilité d'utiliser des crédits carbone issus de projets de réduction d'émissions non réalisées sur le territoire du pays (débat dit « offset »).

Enfin, pour ce qui est de la transcription des promesses de réduction d'émissions en engagements fermes (appelés « QELROs » pour « quantified emission limitation and reduction objectives », soit, en français, Objectifs de limitation et réduction quantifiée des émissions), le G77+Chine, ainsi que l'AOSIS et le Groupe Afrique se sont exprimés en faveur d'une période d'engagement de 5 ans (2013-2017) avec objectif fixé par rapport à 90.

Les pays développés se sont prononcés en faveur d'une période de 8 ans, avec la possibilité de choisir l'année de référence...ceci a été soutenu notamment par l'Union européenne, a priori pour s'assurer que les Etats-Unis ne soient pas exclus.

En effet, les émissions des Etats-Unis et de quelques autres pays, tels que l'Australie ou le Canada, ont tellement augmenté entre 1990 et maintenant qu'il leur est quasi-impossible d'exprimer un objectif de réduction par rapport à 1990. Par exemple, un pays qui a augmenté ses émissions de 30% entre 1990 et 2010 préférera afficher un objectif de réduction de -10% en 2020 par rapport au niveau de 2010...que +20% en 2020 par rapport au niveau de 1990 !

3.2. Un débat LULUCF opaque, mais en cours de finalisation...

Les deux co-facilitateurs, Marcelo ROCHA (Brésil) et Peter IVERSEN (Danemark) ont piloté les débats autour de quatre points clefs : (i) Comptabilisation des puits forestiers, (ii) Prise en compte des cas de « force majeure »², (iii) Comptabilisation du carbone dans les produits en bois et (iv) Revue des niveaux de référence pour la comptabilisation des puits forestiers.

Sur tous ces sujets, il apparaît que les pays développés ont fait bloc pour faire passer leurs idées, proposant ainsi sur tous ces points des positions communes Union européenne / Groupe de l'ombrelle.

Les pays en développement ont, de leur côté, multiplié les interventions pour regretter le manque de transparence et d'explication concernant ces différents sujets. Malgré cela, les deux co-facilitateurs ont présenté, le dernier jour, un nouveau texte de négociation LULUCF, qui a été intégré dans le document de négociation AWG-KP qui sera examiné à Tianjin.

3.3. RAS sur mécanismes de flexibilité et questions méthodo

Les parties du texte AWG-KP portant sur ces points ont été examinées dans un groupe de contact facilité par le Vice Président de l'AWG-KP, M. Adrian MACEY (Nlle Zélande), sans aucune avancée substantielle, mis à part la reprise de commentaires déjà maintes fois faits.

Ont été examinées dans le cadre des mécanismes la question de l'inclusion ou non des activités de capture et stockage du carbone en couche géologique (« CCS »), de production

² Clause qui permettrait à un pays de ne pas avoir à comptabiliser les émissions liées à des événements d'origine non anthropique (une tempête qui met la forêt par terre, par exemple), voire d'origine anthropique (un feu de forêt par exemple), mais non contrôlable...définition bien entendue très subjective.

électrique d'origine nucléaire, de définition de lignes de basse standards, de limitation du recours aux crédits de projets par les pays développés, de prélèvements pour abondement du fonds d'adaptation, etc.

Pour ce qui est des questions méthodologiques, deux questions principales ont été traitées : (i) Faut-il considérer plus de gaz à effet de serre que les 6 actuellement pris en compte dans le Protocole de Kyoto et (ii) Quels valeurs de Pouvoir de réchauffement global (« PRG ») faut-il utiliser ?³.

3.4. Un texte de négociations AWG-KP quasiment ficelé ?

A l'issue des 5 jours de négociations, le Président ASHE a présenté un document amendé avec 5 projets de Décisions qui pourraient être soumises à la COP de Cancun : (i) Engagements individuels par pays, (ii) LULUCF, (iii) Mécanismes de flexibilité, (iv) Questions méthodologiques et (v) Mesures de riposte.

Ce document, accessible (uniquement en anglais) à cette adresse <http://unfccc.int/resource/docs/2010/awg13/eng/crp02.pdf> devrait être révisé légèrement révisée avant la session de Tianjin.

Il serait tentant de croire que le « travail a été fait » dans le cadre de l'AWG-KP...Malheureusement, une question juridique de taille est loin d'être résolue : est-il possible d'amender le Protocole de Kyoto, afin de permettre une entrée en vigueur rapide des Décisions, sans qu'il y ait de « trou » entre la fin de la 1^{ère} période d'engagement (31 décembre 2012) et le début de la 2^{ème} période ?

Le Groupe Afrique est en faveur d'un amendement au Protocole de Kyoto, alors que la plupart des pays développés, notamment Union européenne et Japon, préférerait un nouveau Traité, qui aurait pour eux l'avantage de lier les engagements des pays développés (définis sous AWG-KP) et les actions volontaires des pays en développement (AWG-LCA).

Quel que soit la solution retenue, même celle de l'amendement, il est à craindre un « trou » : en effet, la plupart des pays demandent à leur Parlement de ratifier un Traité international, après sa signature...Ratification qui demande généralement un ou deux ans...

A la clôture des débats AWG-KP, le vendredi 6 août, a eu lieu un débat très intéressant. Les pays développés se félicitaient d'avoir fait des avancées considérables sur l'AWG-KP, regrettant qu'il n'en fût pas de même dans l'AWG-LCA.

Le G77+Chine a alors réagi en disant que la réalité était toute autre : en l'absence d'engagements de réduction « sérieux », l'AWG-KP était à la traîne de l'AWG-LCA...alors qu'en vertu du principe de « responsabilité commune mais différenciée », cela aurait dû être l'inverse (= les pays développés, pollueurs historiques, doivent monter l'exemple !)

³ Le PRG est exprimé en « tonne équivalente CO2 » ou « teCO2 » en acronyme. Ainsi, par exemple, on considère actuellement que 1 tCH4 = 21 teCO2, c'est-à-dire qu'une tonne de CH4 a un pouvoir de réchauffement 21 fois plus élevé qu'une tonne de CO2. Mais, ces valeurs sont en débat, car elles diffèrent selon le pas de temps sur lequel on fait la comparaison (100 ans dans le cadre du Protocole de Kyoto). En effet, toutes les molécules de gaz à effet de serre n'ont pas le même temps de résidence dans l'atmosphère. Ainsi, si le CO2 reste en moyenne 100 ans dans l'atmosphère, le CH4 n'y reste que 12 ans. Si on calcule les PRG non pas sur 100 ans mais sur 20 ans, le PRG du CH4 serait beaucoup plus élevé...

CONCLUSION : COMMENT SE PREPARER POUR CANCUN ?

A Kyoto, en 1997, les leaders politiques ont fait l'accord politique...et les techniciens l'ont transcrit en règles et procédures à l'issue de 4 ans de négociations, qui se sont matérialisées dans les accords de Marrakech en 2001.

Depuis Bali, en 2007, nous avons fait le choix d'une méthode inverse : essayer de tomber d'accord au niveau des techniciens, puis faire valider le tout par les politiques.

Cette méthode est dangereuse, car les techniciens – avec un mandat parfois peu clair et une vision restreinte des enjeux géopolitiques derrière le thème du changement climatique - ne peuvent s'empêcher d'introduire constamment de nouveaux éléments dans les textes. Ainsi, le texte AWG-LCA est passé de 45 pages, avant la session d'août, à plus de 130 pages...

Mais, quelle autre méthode utiliser ? Copenhague a été un échec : le dialogue politique de haut niveau n'a pas produit les résultats escomptés. Les négociateurs sont toujours à la recherche d'un second souffle après ce camouflet et ne peuvent plus – a priori - espérer un soutien des politiques, qui n'ont aucune envie de reprendre une claquette de leur opinion publique, après celle reçue à Copenhague.

Les tentatives de négociations hors cadre onusien patinent, à l'image du processus REDD+ Partnership, lancé après les Conférences climat/forêt de Paris (11 mars) et Oslo (27 avril) : après 20 heures de pénibles « négociations/discussions » à Bonn, les participants se sont difficilement accordés sur un programme de travail creux et qui ne donnera pas les résultats escomptés pour Cancun, à savoir une cartographie précise des fonds fast start REDD+.

Il ne semble donc guère y avoir d'autre choix que de continuer à travailler sur les textes existants, en essayant de réduire au maximum leur longueur et de bien souligner les grandes options qui s'offriront aux Ministres à Cancun.

Cela signifie pour les points focaux climat de la COMIFAC une préparation minutieuse pour Tianjin et Cancun, avec la définition préalable de positions sur les thèmes d'intérêt majeurs pour la sous Région, à savoir REDD+, mais aussi financement, adaptation, engagements des pays développés (le changement climatique touchera durement la forêt du bassin du Congo !), forme juridique du ou des Traités, etc.

L'idée de réunir les points focaux plusieurs jours en avance des sessions de négociation de Tianjin et Cancun, comme cela se faisait par le passé (pour préparer les Conférences de Bali ou de Poznan par exemple), semble donc une bonne idée.

ANNEXES : CR QUOTIDIENS DE LA SESSION D'AOUT

Mardi 3 août 2010

NB : pas de réunion de concertation hier

Présents : Burundi (Rénilde NDAYISHIMIYE), Cameroun (Joseph Armathé AMOUGOU, Victoire EHETH, Thimothé KAGONBE), Congo (Grégoire NKEOUA, Pierre OYO), Gabon (Rodrigue ABOUROU OTOGO, Leatitia MAGOULOU, Lee WHITE), Guinée équatoriale (Déogracias IKAKA NZAMIO, Mariano Efua NSUE ADA,), RCA (Igor TOLA KOGADOU, David Melchésiedeck YANGBONDO), RDC (Aimé MBUYI KALOMBO, Vincent Séya Makongo KASULU), Sao Tomé et Príncipe (Bilma BANDEIRA MANDINGA, Aderito SANTANA), Rwanda (Sébastien DUSABEYEZU), Tchad (Hassane Idriss MAHAMAT, Moussa TCHITCHAOU). Pas de pays absent.

Objet : 9h-11h - réunion de coordination du groupe COMIFAC

Ordre du jour : 1/ Présentation du projet FAO, 2/ Agenda du jour et répartition par salles, 3/ Etat des discussions sur le REDD+ partnership, 4/ Etat des négociations au niveau du Groupe Afrique, 5/ Point divers : projet régional GEF, 6/ Point divers : pilotage des négociations au niveau du groupe Afrique.

Points saillants :

1/ Projet FAO par Danilo Mollicone et Danae MANIATIS

Danilo MOLLICONE (FAO) : projet FAO de renforcement des capacités sur MRV, au niveau national et au niveau régional, soit 11 sous-projets en tout. Certains pays sont peu connus de la FAO et on ne sait pas quelles sont les institutions en charge du MRV (cas du Tchad par exemple)

Danae MANIATIS (FAO) : quelles sont les attentes des pays de la COMIFAC par rapport à ce projet
Pierre OYO (Congo) : il faudrait renvoyer la note de présentation du projet à tous les pays, afin qu'elle soit lue

Joseph AMOUGOU (Cameroun) : il faut envoyer les TdR avant d'arriver dans le pays...Il faut qu'on soient informés de ce que vous recherchez

Lee WHITE (Gabon) : qui a choisi ce projet (34 M£, soit le 1/3 du fonds CBFF). Le Gabon a proposé un projet du même type, mais il a été rejeté par le CBFF

Danae MANIATIS (FAO) : ce projet a été demandé par CBFF et SE-COMIFAC

Moussa TCHITCHAOU (Tchad) : le Tchad est marginalisé par rapport aux autres pays du bassin du Congo. Il faudrait que cette marginalisation cesse et que les bailleurs fassent les bonnes démarches auprès des bons points focaux.

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : Merci aux collègues FAO. Faute de temps, on prend RDV pour demain matin. La FAO doit répondre à la question du Cameroun sur l'envoi des TdR avant mission dans les pays et à la question du Congo sur l'envoi de la note de projet rapidement.

Danae MANIATIS (FAO) : Oui, nous enverrons des TdR avant mission dans les pays.

2/ Agenda du jour

==> AWG-KP suivi par RDC, CAMEROUN, BURUNDI, SAO TOME ET PRINCIPE

10H A 11H30

ATELIER AWG-KP SUR LES NOMBRES, SALLE BEETHOVEN

11H30 A 13H00

GROUPE DE CONTACT AWG-KP SUR « AUTRES SUJETS » SALLE BEETHOVEN

15H00 A 16H30

GROUPE DE CONTACT AWG-KP SUR « NOMBRES », SALLE MARITIM

16H30 A 18H00

GROUPE DE CONTACT AWG-KP SUR « SUJETS LEGAUX »

==> AWG-LCA suivi par RCA, CONGO, TCHAD, GABON, GUINEE EQUATORIALE
10H00 A 11H30 GROUPE DE CONTACT AWG-LCA SUR POINT D'AGENDA 3 (PREPA DU
DOC LCA QUI DOIT ETRE PRESENTE A CANCUN), MARITIM

==> REDD+ PARTNERSHIP
18H A 21H CENTRE GUSTAVE STREISEMANN, EN DEHORS DU MARITIM

Joseph AMOUGOU (Cameroun) : il faut qu'on ait des éléments d'analyse du point d'agenda "financement" de AWG-LCA. On a pris position sur le LULUCF lors de Bonn2 en disant qu'il y avait un traitement différencié entre LULUCF et REDD. Il faut qu'on continue de peser de tout notre poids sur ces 2 sujets.

Vincent KASULU (RDC) : sur les financements, il faut prendre la note de décryptage de Pierre RADANNE (IEPF), pp 16-17 et 19-29. Toutes les réponses sont dans ce document.

Lee WHITE (Gabon) : confusion sur le point d'agenda 3 AWG-LCA. Ce n'est pas une question finance, mais une question liée à la préparation du document LCA qui sera présenté à la COP16

Rodrigue ABOUROU (Gabon) : sur LULUCF, il ne s'agit plus de négociations sur le texte, mais de présentations par les pays annexe 1 sur leurs positions LULUCF et leurs chiffres.

3/ Etat des discussions sur le REDD+ partnership

Lee WHITE (Gabon) : visiblement, Brasilia a été un échec. A Oslo, les experts n'étaient pas présents et il semble que l'on revienne désormais sur le détail du texte. En fait, chacun semble avoir une compréhension différente du mandat REDD+ partnership. Certains disent que le partenariat n'a rien à voir avec le financement, d'autres que le partenariat doit gérer les quelques 5 milliards d'US\$... Certains pensent que son mandat est limité au court-terme, d'autre qu'il doit aller plus loin. L'idée initiale était de "booster" les financements REDD+ et de coordonner les différents mécanismes de financement.

Joseph AMOUGOU (Cameroun) : la réunion de dimanche 1er août a fait suite à la réunion de Brasilia (1(-17 juillet), où le Mexique avait présenté un programme de travail à court-terme (2010). Le Surinam, accompagné par d'autres pays, a contesté cette approche et a fait des contre-propositions. Certains pays en développement, dont le Cameroun, ont peur qu'il y ait un apartheid entre "gros pays" qui rafleraient les financements et les autres... Autre crainte, que certains pays comme les USA qui travaillent beaucoup avec les ONG, n'en fassent qu'à leur tête. Enfin, si Brésil et France co-président, est-on sûr que les positions des "petits" pays seront prises en considération (par exemple, le Brésil défendra-t'il l'idée que la dégradation évitée puisse être évitée ?).

Grégoire NKEOUA (Congo) : à Paris, on avait parlé de la création d'un REDD+ desk et on avait débattu de sa localisation. Qu'en est-il ?

Vincent KASULU (RDC) : après Paris et Oslo, les discussions ont continué par conférences téléphoniques et ont amené à amender le document de base issu d'Oslo. Au cours de ces discussions, il s'est avéré que la question du REDD+ desk était dépassée. Autre point, un nouveau document a été distribué ce matin, en vue de la réunion de ce soir. Il faudrait réagir dessus.

Joseph AMOUGOU (Cameroun) et Igor TOLA KOGADOU (RCA) : il faut préparer une position commune avant ce soir. Gabon, RDC, Cameroun, Tchad, RDC, Guinée Equatoriale et Congo vont préparer ce document.

4/ Etat des préparations des négociations au sein du Groupe Afrique

Vincent KASULU (RDC) : travail d'analyse des positions des grands groupes de négociations (ALBA, UE, etc.) avec appui d'Eco-ressources, bureau d'étude canadien. Eco-ressource fait aussi une analyse du papier REDD+ partnership. Chaque jour un résumé de la journée est préparé par RDC et Eco-ressources.

5/ Point divers : projet régional GEF

Santana ADERITO (Sao Tomé et Príncipe) : une mission du CBFF est venue tout dernièrement dans le pays. Il faudrait que tous les pays soient bien informés avant que de telles démarches soient menées. On peut s'appuyer sur l'expérience dans l'élaboration des PANA : le Secrétariat de la CCNUCC avait réuni tous les pays autour d'une table, afin que tout le monde sache bien ce qui se passe.

Rodrigue ABOUROU (Gabon) : dernièrement, on a eu un problème d'agenda entre CMAE13 de Bamako et la présentation des projets CBFF à Yaoundé. Seul Pierre OYO avait pu aller à Yaoundé. Une telle réunion aurait pu permettre de se coordonner, comme le demande le collègue de Sao Tomé.

Joseph AMOUGOU (Cameroun) : Pas pu assister à fin de la réunion CBFF de Yaoundé, suite à des ennuis de santé. Au début de la réunion, discussion avec Carole MEGEVAND : il lui a reproché de faire une concertation alibi avec les autorités nationales. Les mêmes organisations internationales qui demandent à ce que les peuples autochtones soient consultés, ne font pas elles-mêmes des consultations des autorités nationales.

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : OK, mais que fait-on ? Ne peut-on pas s'organiser pour nous même fixer notre agenda ? J'ai averti le SE COMIFAC sur ce conflit d'agenda, mais ils n'en ont pas tenu compte...

Vincent KASULU (RDC) : Carole MEGEVAND n'a pas pu répondre sur la question de l'ancrage institutionnel de son projet. A la prochaine réunion avec BM et GEF, il faudrait que tous les pays soient présents et relèvent les problèmes, en vue de les résoudre.

Joseph AMOUGOU (Cameroun) : le Coordinateur national REDD+ congolais (Georges BOUNDZANGA) a relevé le problème de l'ancrage institutionnel du projet, mais cela n'a pas été consigné dans le PV. Carole MEGEVAND n'écoute pas les avis exprimés.

Déogracias Ikaka NZAMIO (Guinée Equatoriale) : le problème, c'est que l'on a pas de statut et que l'on ne sait pas quels sont les rôles dévolus à chacun...

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : ce que l'on craignait est arrivé...Rodrigue devait aller à Yaoundé et défendre la position des pays du bassin du Congo : on veut contrôler l'exécution du projet, via un montage institutionnel adéquat.

Pierre OYO (Congo) : les points focaux pourraient souligner les faiblesses des arrangements institutionnels du projet.

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : discussion sur le projet BM/GEF reporté à la réunion de demain.

Rénilde NDAYISHIMIYE (Burundi) : les relations entre points focaux COMIFAC, point focaux climat et SE-COMIFAC doivent être clairs. Les points focaux COMIFAC sont en arrière au niveau de l'information, car ils ne sont pas dans les négociations.

Vincent KASULU (RDC) : nous sommes dans le STAR, Système transparent d'allocation des ressources. La RDC a bénéficié de 23 M US\$ du GEF. Il faut que chaque point focal COMIFAC fasse une demande pour bénéficier de financements.

6/ Point divers : pilotage des négo pour le groupe Afrique

Situation compliquée :

- Présidence Union africaine : ancienne = Burundi, nouvelle = Malawi ;
- Présidence Groupe Afrique sous UNFCCC au niveau des experts et des Ministres = Présidence tournante entre 5 grands blocs (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique du Sud, Afrique centrale, Maghreb). Ancienne = Algérie (pour Maghreb) et nouvelle = RDC, jusqu'à la COP17 de Johannesburg en déc. 2011 ;
- Porte-parole du Groupe Afrique sous UNFCCC au niveau des Ministres = Ethiopie jusqu'à la COP17 en Afrique du Sud en déc. 2011 ;
- Présidence Groupe Afrique sous UNCBD au niveau expert et ministériel = Namibie ;
- CAHOSCC = Conference of Heads of States and Governments on Climate Change = Composée d'une présidence au niveau des Chefs d'Etat = Ethiopie, d'une co-présidence au niveau des Ministres = Algérie et Mali, d'une co-présidence au niveau des experts = RDC et Nigeria.

Grégoire NKEOUA (Congo) : regrettable, car la RDC et le Congo ont tout fait pour s'opposer à cela, lors de la CMAE13 de Bamako, en rappelant que la RDC avait été élue à Copenhague.

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : situation clarifiée à Kampala.

Vincent KASULU (RDC) : pas vraiment...pas de réaction des Chefs d'Etat. Il faut bien faire la différence entre RDC, présidence du Groupe Afrique sous CCNUCC et Ethiopie, Présidence du CAHOSCC.

Bien cordialement,

Olivier BOUYER

Portable sur Bonn : +33 6 66 49 95 31

Mercredi 4 août 2010

Présents : Burundi (Bernadette HAKIZIMANA, Rénilde NDAYISHIMIYE), Cameroun (Victoire EHETH, Thimothé KAGONBE), Congo (Grégoire NKEOUA, Pierre OYO), Gabon (Rodrigue ABOUROU OTOGO, Georges BAYONNE, Leatitia MAGOULOU, Lee WHITE), Guinée équatoriale (Déogracias IKAKA NZAMIO, Mariano Efa NSUE ADA), RCA (Igor TOLA KOGADOU, David Melchésiedeck YANGBONDO), RDC (Roger BOKWALA, Jean Ilunga MUNENG, Aimé MBUYI KALOMBO, Léopold KALALA, Vincent Séya Makongo KASULU), Rwanda (Sébastien DUSABEYZU), Tchad (Idriss Hassane MAHAMAT, Moussa TCHITCHAOU). Pays absent : Sao Tomé et Príncipe. 2 pays qui ont souhaité participer : José EVARISTO (Angola) et Aboubacar ALLAOUI (Comores). NB : Demande de participation de la Côte d'Ivoire aux réunions de demain. Accord donné par le Président du groupe.

Objet : 9h15-10h50 - réunion de coordination du groupe COMIFAC

Ordre du jour : 1/ Agenda du jour et répartition par salles, 2/ Présentation du projet FAO, 3/ Etat des négociations sur les finances, 4/ Etat des négociations sur LULUCF, 5/ Point divers

Points saillants :

1/ Agenda du jour

==> AWG-KP suivi par RDC, CAMEROUN, BURUNDI, SAO TOME ET PRINCIPE

10H A 11H30	GRUPE DE CONTACT FORMEL LULUCF, SALLE BEETHOVEN
15H00 A 16H30	GRUPE DE CONTACT INFORMEL LULUCF, SALLE HAYDN
16H30 A 18H00	GRUPE DE CONTACT INFORMEL LULUCF, SALLE HAYDN

==> AWG-LCA suivi par RCA, CONGO, TCHAD, GABON, GUINEE EQUATORIALE

10H00 A 11H30	GRUPE DE CONTACT INFORMEL MITIGATION, SCHUMAN
11H30 A 13H	GRUPE DE CONTACT FINANCE, BEETHOVEN
16H30 A 18H	GRUPE DE CONTACT FINANCE, SCHUMAN

==> REDD+ PARTNERSHIP

18H30 A 22H....	SERA ANNONCE DANS LA JOURNEE
-----------------	------------------------------

2/ Projet FAO par Danilo MOLLICONE et Estelle FACH (UNDP de l'UN-REDD)

Première présentation faite hier par Danilo et Danae MANIATIS (malade aujourd'hui et excusée par Danilo). Accord de principe du CBFF, mais le projet doit être développé définitivement d'ici fin octobre, début novembre. D'où nécessité de faire des missions dans chacun des pays en septembre et octobre. Danilo a distribué un calendrier pour chaque pays, dans lequel chaque pays doit indiquer quelles sont les personnes qui doivent être rencontrées lors des missions et quand. Réponses attendues d'ici demain soir ou après-demain soir. Possibilité de discuter de l'organisation d'un atelier régional. Peut être les 10-12 novembre ? NB : Négoc CCNUCC à Tianjin : 29 sept au 9 oct. Réunion REDD+ partnership à Nagoya : 25-26 octobre. Réunion UN-REDD / FCPF / FIP à Washington : 4-5 octobre.

Danilo explique comment peut se passer le MRV dans un pays : une institution se charge des inventaires à pied, une autre des inventaires satellite, une autre qui croise les données pour fournir les inventaires de gaz à effet de serre. Un schéma type explique cela. Chaque pays peut s'en inspirer pour pré-identifier les contacts à faire en vue de la mission FAO.

Grégoire NKEOUA (Congo) : où est traitée la question des équations allométriques dans le ce projet MRV de la FAO ?

Danilo MOLLICONE (FAO) : c'est pas indiqué dans le projet, car on ne va pas dans les détails à ce stade, mais ce sera traité.

3/ Etat des discussions sur le financement

Laetitia : premières discussions hier lors de deux sessions. Para 60 à 64 : création du nouveau fonds, fonctionnement du fonds et relation avec les différents organes qui sont proposés (comité technologie, comité adaptation, etc.). Les comités vont-ils examiner les demandes de financement et donner un avis au fonds vert ? Doivent-ils être cantonnés dans un rôle technique, ou avoir également un rôle politique ? Le Président était réticent à projeter le texte, d'où quelques grognements dans la salle. Hier, seul le para 60 a pu être discuté. Ce para crée le fonds vert. Bernaditas (Porte-parole G77+Chine) a demandé pourquoi il n'y avait pas la mention "décide", qui est usuelle dans le chapitre 1 du texte LCA. Le Chair a répondu qu'il fallait d'abord savoir quelle serait la forme légale de l'accord général. Le G77+ Chine a demandé à ce que le fonds vert soit sous la responsabilité de la COP. AOSIS a précisé que le fonds devait être guidé et sous la responsabilité de la COP. Le détail des différentes fenêtres est mis entre crochet et il y a un crochet, en plus, autour de REDD+. L'Arabie Saoudite a demandé à ce que la Capture et la séquestration du carbone dans les couches géologiques profondes (CCS) soit indiquée au même titre que le REDD+. Bernaditas a demandé à ce que 4.3, 4.4, 4.5 et 4.7 soient cités. Arabie Saoudite demande à ce que 4.8 soit aussi cité.

Ce matin et cet après-midi, seront discutés les para 14 et 15 du chapitre 1, qui portent sur l'organe de mécanisme financier ("finance board"), demandé par le G77. USA et Canada demandent à ce que cet organe soit en fait un "forum d'entités financières" où seraient réunies FEM, BM, UNEP, etc. NB : Même type de montage dans la Convention désertification...Mais pas beaucoup de réussite pour ce forum d'entité.

Impressions : USA et, dans une moindre mesure, veulent garder en otage la création d'un nouveau fonds. Il faut que ce fonds soit opérationnel le plus vite possible. IL faudrait que le "finance board" puisse être élu à Cancun et puisse commencer à travailler de suite après Cancun, pour être en vitesse de croisière en Afrique du Sud, fin 2011.

Pierre OYO (Congo) : Est-ce que le fonds d'adaptation va servir de modèle à ce qui va être créé ? Laetitia : problème légal pour lier l'actuel fonds d'adaptation, actuellement sous le Protocole de Kyoto, avec la nouvelle fenêtre adaptation du fonds vert (avantage du fonds d'adaptation : les pays y ont un accès direct)...Comment lier la fenêtre adaptation aux comités nationaux d'adaptation (1er créé au Sénégal), pour que les pays aient un accès direct au fond ?

Moussa TCHITCHAOU (Tchad) : L'accord de Copenhague parle de 100 milliards de US\$. Est-ce que les pays émergents vont contribuer ? Où en sont les fonds actuels en matière de financement fast start ?

Laetitia : Après 1ère analyse, il apparaît que les 30 milliards de US\$ seraient bien promis...mais il y a très peu de transparence, d'où difficulté à savoir ce qui est promis/disponible/décaissé. Dans l'accord de Copenhague, il est dit que seuls les pays développés contribueraient...mais dans l'hypothèse où "des actions d'atténuation significatives soient menées par tous les pays".

4/ Etat des discussions sur LULUCF

Un atelier LULUCF a eu lieu vendredi dernier. A l'issue de cet atelier, il est clair qu'il y a 3 focus à avoir dans nos discussions : niveau de référence, concept de « force majeure et cap. 3 sessions LULUCF sont programmés aujourd'hui : Contact group formel de 10h à 11h30 "other issues as LULUCF" en salle Beethoven, CG informel de 13h à 15h30 puis de 16h30 à 18h en salle Haydn. Mercredi soir, les co-facilitateurs feront un nouveau non-papier qui remplacera le non papier actuel...les Parties sont donc invitées à faire des commentaires d'ici mercredi soir sur les débats LULUCF. Jeudi matin, il y aura une discussion sur le non paper préparé par les co-facilitateurs. Nombre de CG jeudi et vendredi : pas connu encore. Hier, la discussion a surtout porté sur la définition du concept de "force majeure" et les modalités de son application (comment définir ce qui est anthropique ou ce qui ne l'est pas, quel est le seuil au delà duquel on peut déclencher cette clause, les émissions liées aux événements extrêmes doivent-elles être effacées des inventaires ou seulement comptabilisées de façon étalée dans le temps pour ne pas trop pénaliser le pays...

5/ Point divers

Pierre Oyo (Congo) : quel lien entre projet FAO sur MRV et projet BM/GEF sur REDD+?

Vincent KASULU (RDC) : oui, question intéressante. A demander au GEF et BM. Ces projets peuvent contribuer à un même programme, en tant que co-financements.

Rodrigue ABOUROU (Gabon) : concernant l'accord tripartite Brésil/Gabon/France sur la station de réception : A. MASSARD s'est rendu au Brésil pour signer l'accord et il a eu des problèmes pour pouvoir signer, car certains pays africains avaient exprimé au Brésil des inquiétudes quant à leur possibilité d'accéder aux images. Pas d'inquiétude à avoir : tous les pays qui le voudront pourront

accéder aux images.

Grégoire NKEOUA (Congo) : demain, peut-on discuter de deux sujets : (i) quel est le niveau global des promesses de réduction des pays annexe 1 et (ii) où en est le débat sur le montage juridique du post-2012 (accords KP et LCA séparés ou pas ?)

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : Ce soir, réunion à 18h pour préparer la réunion REDD+ partnership qui aura lieu de 18h30 à 21h30. Demain et après-demain, deux réunions par jour, avec une réunion supplémentaire le midi de 14h à 15h.

Bien cordialement,

Olivier BOUYER

Portable sur Bonn : +33 6 66 49 95 31

Jeudi 3 août 2010

Présents : Burundi (Bernadette HAKIZIMANA, Rénilde NDAYISHIMIYE), Cameroun (Victoire EHETH, Thimothé KAGONBE), Congo (Grégoire NKEOUA, Pierre OYO), Gabon (Rodrigue ABOUROU OTOGO, Georges BAYONNE, Leatitia MAGOULOU, Lee WHITE), Guinée équatoriale (Déogracias IKAKA NZAMIO, Mariano Efa NSUE ADA), RCA (Igor TOLA KOGADOU, David Melchésiedeck YANGBONDO), RDC (Roger BOKWALA, Léopold KALALA, François Mubilayi KABEYA, Aimé Mbuyi KALOMBO, Vincent Séya Makongo KASULU, François MUBILAYI, Jean Ilunga MUNENG), Rwanda (Sébastien DUSABEYEZU), Tchad (Idriss Hassane MAHAMAT, Moussa TCHITCHAOU), Sao Tomé et Príncipe (Santana ADERITO). Pas de pays absent

Objet : 9h20-10h40 - réunion de coordination du groupe COMIFAC

Ordre du jour : 1/ Agenda du jour et répartition par salles, 2/ Briefing sur LULUCF, 3/ Briefing sur REDD+ partnership

Points saillants :

1/ Agenda du jour

==> AWG-KP suivi par RDC, CAMEROUN, BURUNDI, SAO TOME ET PRINCIPE

10H A 11H30	GRUPE DE CONTACT INFORMEL LULUCF, SALLE REGER
10H A 11H30	GRUPE DE CONTACT FORMEL NOMBRES, SALLE BEETHOVEN
16H30 A 18H00	GRUPE DE CONTACT INFORMEL NOMBRES, SALLE MARITIM
16H30 A 18H00	GRUPE DE CONTACT INFORMEL LULUCF, SALLE REGER

==> AWG-LCA suivi par RCA, CONGO, TCHAD, GABON, GUINEE EQUATORIALE

Joint drafting group on Adaptation and Finance, Technology and Capacity Building	3	10:00 - 11:30	Schumann
Drafting group on mitigation	3	11:30 - 13:00	Schumann
Drafting group on Shared Vision	3	11:30 - 13:00	Plenary
Spin off drafting group on Finance, Technology and Capacity building, <i>Chapter I, Paragraph 60 and Chapter III, paragraphs 8-15 of document FCCC/AWGLCA/2010/8</i>	3	11:30 - 13:00	Reger
Drafting group on Adaptation	3	15:00 - 16:30	Reger
Drafting group on Finance, Technology and Capacity building	3	15:00 - 18:00	Schumann
Drafting group on Mitigation	3	16:30 - 18:00	Beethoven
Informal consultations on the form of the outcome and on the legal nature of obligations, commitments and actions by Parties	3	18:00 - 19:00	Reger

==>

18H30 A XXX....

REDD+

PROBABLEMENT HAYDN. SERA CONFIRME DANS LA JOURNEE

PARTNERSHIP

2/ Briefing sur LULUCF

Olivier BOUYER : hier, 4h30 de négociations sur LULUCF. Discussions sur des points précis du texte, notamment prise en compte du carbone dans les produits en bois, conditions d'application de la

clause de force majeure, comptabilisation des émissions/absorptions des forêts (article 3.4 gestion forestière). Les co-facilitateurs, Peter le danois et Marcelo le brésilien, ont demandé des amendements aux Parties avant la fin de la journée.

Déogracias Ikaka NZAMIO (Guinée Equatoriale) : A-t-on intérêt à lier les débats LULUCF et REDD+ ?

Olivier BOUYER : Non, responsabilité commune mais différenciée. Le système LULUCF est sensé être coercitif, alors que le système REDD+ est sensé être incitatif. Les règles ne devraient donc pas être les mêmes. Mais, on parle du même secteur : la forêt. Par exemple, on a beaucoup parlé du cas de force majeure dans le débat. LULUCF : certains pays demandent à ne pas être pénalisé s'ils ont par exemple des feux de forêt. Mais, cette position est critiquée par d'autres pays qui disent que la plupart des départs de feux sont causés par l'homme. Si l'on transpose le débat au cas de l'Indonésie, on peut imaginer qu'elle pourrait vouloir utiliser cette clause au cas où ses tourbières prendraient feu après déforestation...Ce qui créerait des distorsions des règles entre pays pratiquant la REDD+. Bref, on pourrait multiplier les exemples : les deux débats LULUCF et REDD+ sont liés.

Déogracias Ikaka NZAMIO (Guinée Equatoriale) : quelles sont les différences et similitudes entre méthodologies REDD+ et LULUCF ?

Olivier BOUYER : même méthodologies de comptabilisation GIEC (guides de 1999, 2003 et 2006), mais deux différences majeures : les pays annexe 1 peuvent vouloir comptabiliser le carbone des produits bois (et pas les pays non annexe 1 dans REDD+) et également comptabiliser les émissions/absorptions liées aux sols des cultures ou des prairies et des formations boisées non classées comme forêt.

Helena PAUL (EcoNexus) : 2 problèmes avec LULUCF : (i) les pays développés veulent faire des plantations en monoculture et (ii) ils veulent aussi pouvoir faire des projets MDP de séquestration du carbone dans les sols agricoles. Questions-réponses

3/ Briefing sur REDD+ partnership

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : ambiance conviviale hier soir et discussions dans le respect. Analyse dans le désordre au début, puis page à page ensuite. Gros débat sur la question du financement. Certains pays (USA, Australie, Brésil) ne voulaient pas entendre parler d'une référence aux multilatéraux. Les pays sont invités à envoyer des éléments sur leurs financements REDD+ d'ici le 31 août. On ne sait pas s'il y a une session ministérielle à Nagoya, ou pas. A priori oui...

Lee WHITE (Gabon) : au retour hier soir, à 12h30, ambiance triste dans le tramway...On a passé plus de 20h sur le texte, à discuter des points virgules, sans arriver à dépasser le stade des négociations. On est tombé d'accord sur un plan de travail où la moitié des éléments intéressants ont été enlevés...C'était pourtant prévu comme un partenariat. On perd l'esprit même du partenariat et ça devient une bagarre. Catastrophique. Aujourd'hui, nouvelle session de 18h30 à 19h30 pour savoir si les ONG et autres représentants non Parties peuvent assister aux réunions. Après, continuation des discussions du REDD+ partnership.

Bien cordialement,

Olivier BOUYER

Portable sur Bonn : +33 6 66 49 95 31

Vendredi 6 août 2010

Présents : Burundi (Bernadette HAKIZIMANA), Cameroun (Joseph, Armathé AMOUGOU, Victoire EHETH, Thimothé KAGONBE), Congo (Grégoire NKEOUA, Pierre OYO), Gabon (Rodrigue ABOUROU OTOGO, Leatitia MAGOULOU), Guinée équatoriale (Déogracias IKAKA NZAMIO, Mariano Efua NSUE ADA), RCA (Igor TOLA KOGADOU, David Melchésiedeck YANGBONDO), RDC (Roger BOKWALA, Léopold KALALA, François Mubilayi KABEYA, Aimé Mbuyi KALOMBO, Vincent Séya Makongo KASULU, François MUBILAYI), Rwanda (Sébastien DUSABEYEZU), Tchad (Idriss Hassane MAHAMAT, Moussa TCHITCHAOU), Sao Tomé et Príncipe (Santana ADERITO). Pas de pays absent. 2 experts invités : Frédéric GAGNON-LEBRUN (Ecoressources) et Lætitia DE MAREZ (Climate Analytics).

Objet : 9h10-11h10 - réunion de coordination du groupe COMIFAC

Ordre du jour : 1/ Agenda du jour et répartition par salles, 2/ Briefing sur LCA par Frédéric GAGNON-LEBRUN (Ecoressources), 3/ Briefing sur financement par Lætitia DE MAREZ (Climate Analytics), 4/ Point divers : préparation de Tianjin et Cancun.

Points saillants :

1/ Agenda du jour

Réunions informelles sous AWG-KP

LULUCF	10:00 - 11:30	Beethoven
Plénière AWG-KP	15:00 - xxx	Maritim

Réunions informelles sous AWG-LCA

Drafting group Shared Vision	10:00 - 11:30	Plenary
Drafting group Mitigation 1b(vi)	10:00 - 11:30	Reger
Drafting group Finance, Technology, Capacity building	11:30 - 13:00	Schumann
Drafting group on Mitigation 1b(iii)	11:30 - 13:00	Liszt
Plénière AWG-LCA	(après plénière KP)	Maritim

2/ Briefing sur LCA par Frédéric GAGNON-LEBRUN (Eco-ressources)

Frédéric GAGNON-LEBRUN (Eco-Ressource) : briefing hier par l'Ambassadeur mexicain aux NU, DE ALBA. Jusqu'à présent, peu de négociations. Surtout des ajouts au texte, mais peu de négo précises. Par exemple, la partie mitigation a été augmentée de 3p à plus de 15p. Ajout également sur le mécanisme de respect des dispositions, sur les mécanismes de marché, sur LULUCF. Certains pays ont aussi posé des conditions exigeantes en terme de MRV et de revue des communications nationales, à tel point que les pays en développement se sont posé la question de savoir si on ne parlait pas finalement d'engagements contraignants, comme pour les pays développés. Question à se poser : que peut-on espérer à Cancun, dans un contexte où les positions se durcissent. DE ALBA envisage 3 options : accord contraignant au KP + Décisions pour compléter cela, 2 accords contraignants sur KP et LCA et un accord unique contraignant KP + LCA. Olivier BOUYER : 2 amendements à ce que vient de dire Frédéric, sur la question des partenariats multilatéraux hors ONU et sur le REDD+. (i) Partenariats multilatéraux : ils se sont créés depuis Copenhague sur agriculture, adaptation, transfert de technologie, REDD+, etc. Risque que l'on sorte du système onusien et que l'on ait pas un accord pas du tout contraignant (ce qui serait une 4ème

option, en plus de celle qu'évoque l'Ambassadeur DE ALBA). (ii) Hier, amendements sur REDD+ par l'Arabie Saoudite qui à mis entre crochets tout ce qui n'est pas déforestation et gestion durable des forêts, à savoir dégradation et boisement/reboisement. Ils veulent en fait que l'on traite CCS et REDD+ de la même façon...Autre amendement par la Turquie, qui a mis entre crochet le fait que le REDD+ concernait seulement les pays en développement, car la Turquie, actuellement pays non annexe 1, va sûrement passer annexe 1 et voudrait se garder la possibilité de faire du REDD+...Mais, pas d'inquiétude à avoir, ces amendement sont des effets de manche qui devraient disparaître lors des discussions de Tianjin...sauf mauvaise surprise !

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : aura-t'on un accord contraignant ?

Frédéric GAGNON-LEBRUN : a priori non. Les USA, pour ne citer qu'eux, ne sont pas en meilleure position que l'année dernière avant Copenhague.

Santana ADERITO (Sao Tomé et Príncipe) : que penses-tu Frédéric de l'objectif des 1,5% du PIB ?

Grégoire NKEOUA (Congo) : est-ce que certains pays ne sont pas d'accord avec l'idée d'un accord contraignant ?

Olivier BOUYER : le Sénat USA avait reculé l'adoption du projet de loi climat par 2 fois (pour examiner projet de loi sécurité sociale et immigration mexicaine)...Maintenant, il pourrait y avoir un nouveau décalage car le projet de loi sur la sécurité pétrolière doit être examiné en urgence (suite à l'émotion de l'opinion publique causée par la chute de la plateforme BP dans le Golfe du Mexique)...Bref, beaucoup de pessimisme sur la possibilité que les USA rentrent dans la course pour Cancun (en tout cas, pas possible pour Tianjin).

Rodrigue ABOUROU (Gabon) : hier, avant session REDD+, les co-chairs se sont concertés sur le processus, car ils étaient inquiets par rapport à ce qui pourrait ressortir des négociations, sachant que tout le monde amenait du texte. Papouasie NG dit qu'il préfère se concentrer sur le partenariat REDD+ et que les négociations onusiennes peuvent aller où elles veulent...Le contexte actuellement est complètement différent de celui qui existait avant Copenhague...Les Etats-Unis et le Japon par exemple ne sont pas prêts à s'engager...L'UE si...A-t'on intérêt, en tant que COMIFAC, a foncé tête baissée dans les négo, sachant que les partenaires de négociations ne sont pas prêts à bouger....

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : oui, que doit-on faire ? Sachant que certains pays visent un accord pour la COP17 d'Afrique du Sud, voire après...Le Partenariat REDD+ est un forum intéressant pour gagner du temps...

Ikaka Déogracias NZAMIO (Guinée Equatoriale) : il faudrait que la COMIFAC parle d'une seule voix et ait un plan stratégique à proposer aux bailleurs. Comme disait Santana, ici on parle d'une seule voix, mais quand on revient au pays, chacun cherche son intérêt et veut prendre l'argent...Il ne faut pas aller vers l'argent quand on ne sait pas ce qu'on veut en faire...

Santana ADERITO (Sao Tomé et Príncipe) : problème de confiance entre pays développés et pays en développement. Je ne sais pas ce qu'il faut faire pour rétablir la confiance, mais sans ça, on va continuer à tourner, virer, bla bla bla...

3/ Briefing sur financement par Laetitia DE MAREZ (Climate analytics)

Laetitia DE MAREZ : il faut avoir un œil sur le texte et un œil sur le débat portant sur la forme de l'accord final. Les deux sont liés...un super texte non contraignant n'a aucun intérêt. 4 points :

(i) Proposition du Président de faire un court texte pour lister et résumer les promesses des pays développés...Bernaditas du G77 a demandé à ce que cette compilation ne soit pas faite de façon seulement factuelle, mais qu'il y ait une analyse des promesses de fast start.

(ii) Nouveau texte avec § 8 à 14 sur le fonds vert. Consensus grandissant sur la nécessité d'établir le fonds à Cancun. Le Fonds pourrait être établi par une Décision de la COP et le drafting de cette Décision pourrait démarrer à Tianjin. Question importante : est-ce que le Fonds sera sous l'égide de la COP ou pas...C'est une obligation, afin qu'on ne retombe pas dans les problèmes liés au FEM. Processus de sélection du bureau du Fonds à mettre en œuvre dès après Cancun. Il faut que ce processus ne prenne pas trop longtemps (pas comme le fonds d'adaptation, qui a mis 7 ans à voir le jour)...Les USA prennent souvent l'exemple du Fonds mondiale contre SIDA, tuberculose, etc. a mis 8 mois à se créer (et il gère 20 milliards d'US\$). Le CIF de la Banque mondiale a mis un an à se mettre en place.

(iii) Discussion aujourd'hui sur § 60 à 64 - MRV des flux financiers...Un peu tentaculaire comme discussion...On ne sait pas jusqu'où on pourra aller.

(iv) Advisory group du secrétaire des NU : briefing hier extrêmement intéressant, car ce groupe parle d'un minimum de 100 milliards et commence à produire des recommandations très concrètes.

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : les USA ne veulent pas d'un fonds sous l'égide de la COP ? Comment va-t-on faire ?

Laetitia DE MAREZ (Climate analytics) : effectivement, c'est un problème...mais je suis confiante, car le négociateur américain en avait parlé une fois lors des négociations. Olivier BOUYER : deux façons de voir le fonctionnement d'un fonds vert (Cf. briefing de l'Ambassadeur LALONDE lors de la dernière réunion de Bonn) : (i) le fonds est sous l'égide de la COP et centralise/pilote toutes les allocations, (ii) le fonds est toujours sous l'égide de la COP et remplit les trous laissés par les autres bailleurs.

4/ Point divers : préparation de Tianjin et Cancun

Joseph AMOUGOU (Cameroun) : il faudrait pour la semaine prochaine un rapport de la session.

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : il faut bosser sur les textes qui vont ressortir de cette session de Bonn afin de préparer au mieux la session de Tianjin.

Joseph AMOUGOU (Cameroun) : avant, nous préparions nos positions comme des athlètes de haut-niveau...nous avons perdu cette habitude...Il faudrait que nous ayons 2 jours de préparation en Chine. Hier, les amendements sur le REDD+ ont mis par terre plusieurs années d'effort..Il faudrait que nous sachions comment réagir face à de tels évènements.

Grégoire NKEOUA (Congo) : il faudrait que nous rencontrions les USA, la Norvège, etc...que nous fassions du lobbying, que nous leur demandions leur appui...

Igor TOLA KOGADOU (RCA) : très juste, mais problème de temps. Pour Tianjin, on peut imaginer envoyer des invitations à ces partenaires en amont des négociations, afin d'être sûr de les rencontrer. J'insiste sur la nécessité de se préparer chacun dans son pays, préparer sa lecture des textes, avant mise en commun lors d'une pré-session.



Bilan des négociations climat après Tianjin...et à 3 semaines de Cancun

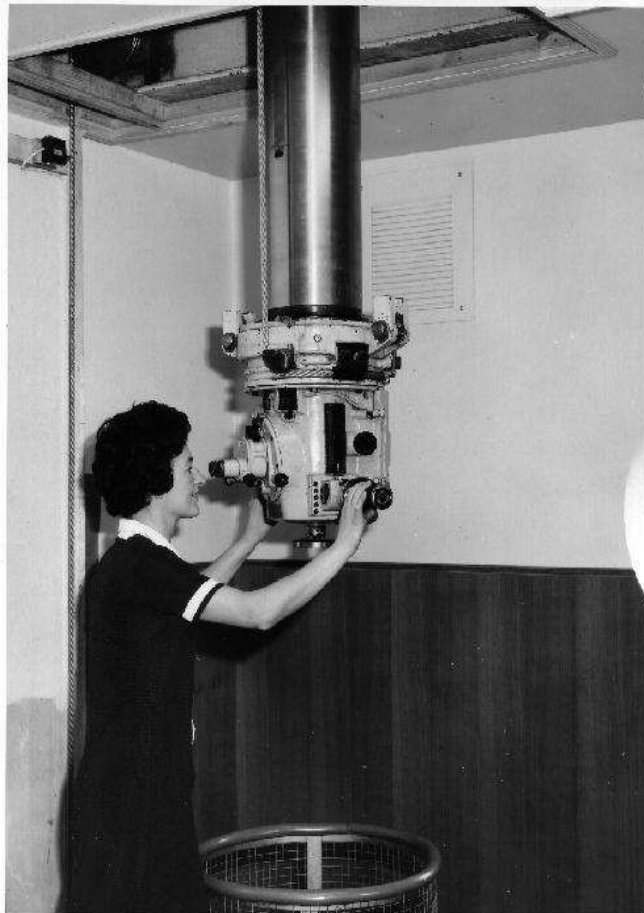
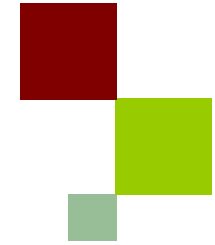


6ème réunion ordinaire des Ministres de la COMIFAC

Kinshasa, 8 novembre 2010

Présentation préparée par Olivier BOUYER,
Coordinateur unité climat à l'ONFI
olivier.bouyer@onf.fr

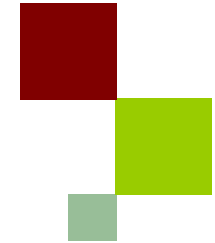
PLAN



- 1. INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN**
- 2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?**
- 3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS**
- 4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE...**
- 5. CONCLU : DES DEBATS SUR LA METHODE**
- 6. ANNEXE : TEXTE REDD+ A NETTOYER**



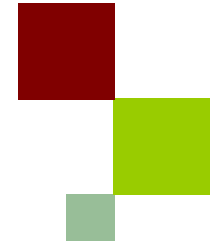
PLAN



- 1. INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN**
2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?
3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS
4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE...
5. CONCLU : DES DEBATS SUR LA METHODE
6. ANNEXE : TEXTE REDD+ A NETTOYER



1 INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN



Tianjin = 2 300 personnes pour dernière session CCNUCC avant Cancun

AWG-KP = négo sur « les engagements futurs des pays développés au titre du Protocole de Kyoto »

AWG-LCA = négo sur « la coopération à long terme pour la mise en œuvre de la Convention climat

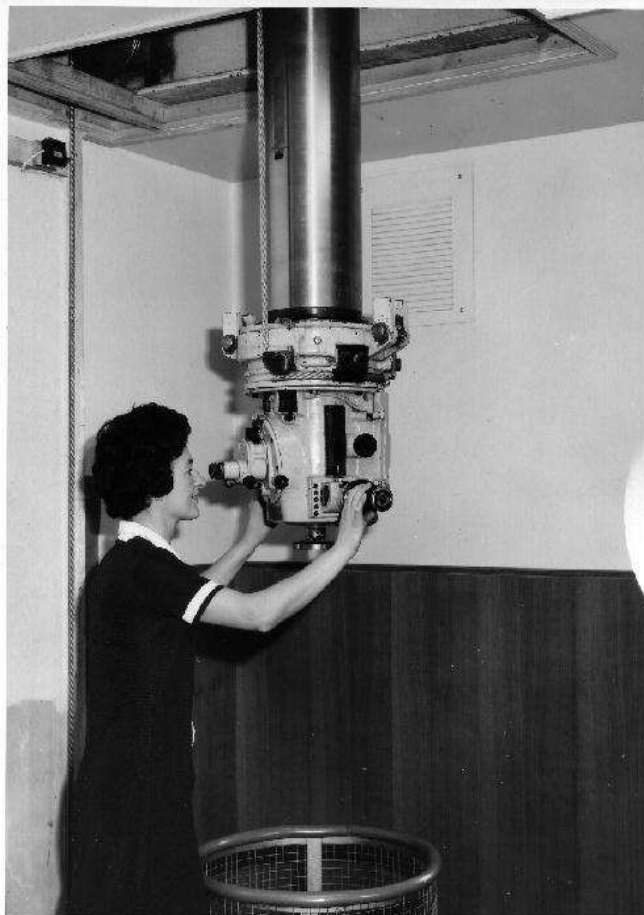
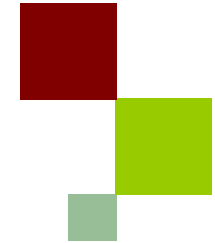
2 au 9 octobre 2010, après coordinations des PMA, du Groupe Afrique, du G77+Chine et de la COMIFAC

But clair : préparer l'adoption de Décisions à Cancun sur tous les sujets.

→ **Bilan : mitigé, car progrès insuffisants et déséquilibrés.**



PLAN



1. INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN
- 2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?**
3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS
4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE...
5. CONCLU : DES DEBATS SUR LA METHODE
6. ANNEXE : TEXTE REDD+ A NETTOYER



2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?

Nouveau texte = 57 pages au lieu de 22 en août et 42 en mai

Points clefs :

- 30GUS\$ /an en 2010-2012 et 100 GUS\$/an en 2012-2020
- Pays développés : -25/-40% en 2020 (sans référence !) et -80/-95% d'ici 2050
- Monde (pays développés et en développement) : -80/-95% d'ici 2050

C. FIGUERES, Présidente du Secrétariat CCNUCC

- « *Le multilatéralisme ne doit pas être considéré comme une route sans fin* »
- « *Résultats acceptables* » = Décisions à Cancun sur adaptation, financement, transfert de technologies, renforcement de capacités...
- et « *prise de conscience politique* » sur « *sujets sensibles* » comme futur engagements post Kyoto et notion d'équité et responsabilité historique

➔ **Message reçu 1/5 sur le multilatéralisme : chacun tire dans son coin !**



2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?

Des pays en développement pressés d'avancer ! Leurs attentes pour Cancun :

Chine : Traité Juridiquement Contraignant (TJC) sur la base de l'Accord de Copenhague, avec tous pays (dont USA) et responsabilité commune mais diff.

Yémen (G77+Chine) : TJC + Décisions à Cancun sans « reclasser » les PVD

RDC (Groupe Afrique) : Comité de l'adaptation + REDD+ + USA à bord

RCA (COMIFAC) : REDD+ car texte quasiment mûr

Grenade (AOSIS) : TJC + Comité de l'adaptation + Mécanisme pertes/dommages + REDD+ + fonds climat

Lesotho (PMA) : 1,5% du PIB des pays développés dont 70% pour PMA

Belize (SICA) : TJC + pic d'émissions en 2015

Venezuela (ALBA) : TJC incluant renforcement Kyoto pour tous (dont USA)



2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?

Des pays développés qui font de grands discours...creux ! Leurs attentes :

Belgique (UE) :

- TJC avec objectif des +2°C et création d'une fonds vert
- Annonce de 2,4 G€/an sur 2010/2012...Mais pas de -30% car conflit interne

Australie (Groupe parapluie = tous pays développés sauf UE et Suisse)

- « *Mise en œuvre immédiate de l'Accord de Copenhague* » (NB : impossible, car soutenu seulement par 140 pays et refusé par les autres)
- Décision à Cancun pour « *figer les acquis* » ...et poursuite des négo sous réserve de « *consultations et analyses internationales* » = couler les négo...

USA

- Accord sous CCNUCC basé sur Accord de Copenhague (NB : impossible)
- « *Engagement international des USA non conditionné à une loi climat* » : faux = 2 ans d'attentes des USA car 3 projets de Loi refusés...et Obama vient de perdre sa majorité aux « mid-terms » ...Déprimant !



2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?

Des ONG qui changent de ton et veulent être optimistes ! Leurs attentes :

RAC :

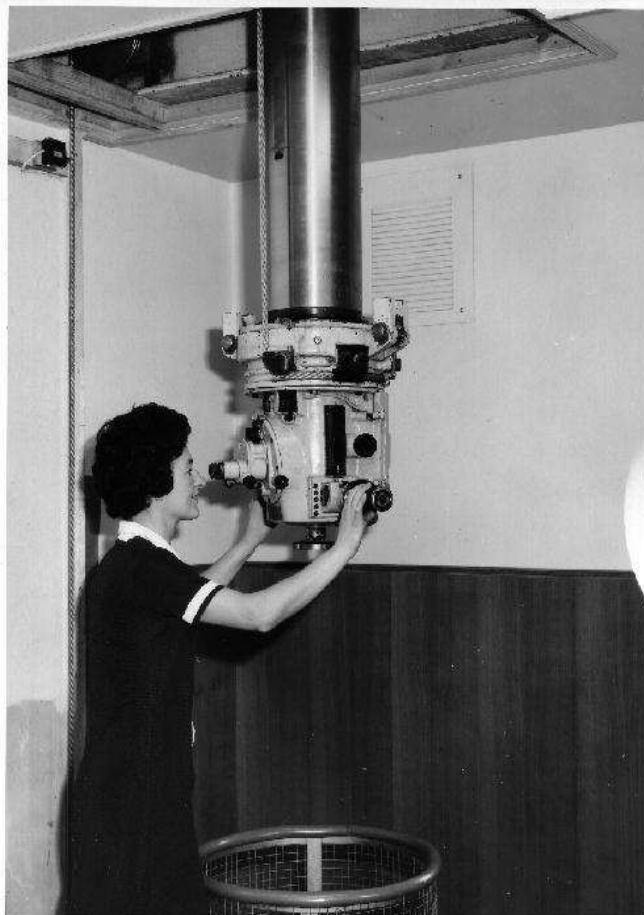
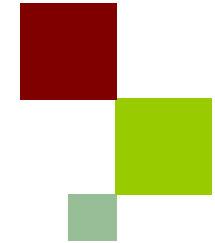
- 2009 : discours alarmiste et culpabilisateur : « *Pas de plan B à Copenhague* »
- 2010 : discours d'encouragement aux Parties : « *Rien n'est décidé tant que tout n'est pas décidé* »
- TJC à préparer à Cancun et à adopter en 2011 en Afrique du Sud : « *Il est urgent de ne pas se presser* » !

Amis de la terre

- Les pays développés veulent démanteler le Protocole de Kyoto
- Prise en otage de la question du financement par les pays développés, afin de faire taire les pays en développement qui critiquent leur faible ambition



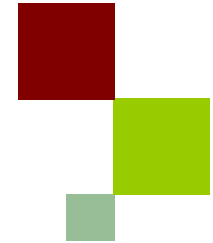
PLAN



1. INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN
2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?
- 3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS**
4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE...
5. CONCLU : DES DEBATS SUR LA METHODE
6. ANNEXE : TEXTE REDD+ A NETTOYER



3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS



AWG-LCA : créé en déc. 2007 par la Feuille de route de Bali, avec 5 blocs pour futur Traité : vision partagée, atténuation, adaptation, techno. et financement.

Négo. structurées en 4 « drafting groups » par la Présidente zimbabwéenne de l'AWG-LCA, Mme MUKAHANANA-SANGARWE

- **Vision partagée**, facilité par le suédois TURESSON,
- **Atténuation**, co-facilité par le tanzanien MUYUNGI et le norvégien ROSLAND,
- **Adaptation**, facilité par le trinitadien KUMARSINGH,
- **Finance, technologie et renforcement de capacités**, co-facilité par le singapourien GAFFOR et le néerlandais GOOTE

→ 1/ VISION PARTAGEE

- Clef de voûte du futur TJC...mais travail sur forme, au détriment du fond
- Objectif unique ou sous objectifs (un par bloc) ? Revue ou non ? Revue de l'objectif global, des sous objectifs globaux, des engagements par pays ?



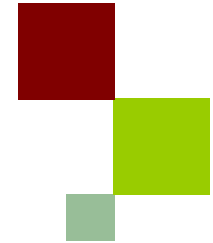
3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS



- **2/ ATTENUATION** avec 6 « spin-off groups » (« sous groupes de rédaction = 1 pour chaque alinéa du 1(b) de la feuille de route de Bali)
- 1b(i) Engagements d'atténuation des pays développés : pas d'accord, car refus des pays développés d'inscrire cela dans l'annexe d'une Décision
 - 1b(ii) Propositions d'atténuation des pays en développement : 3 questions
 - (1) Inscrire les NAMAs dans une décision ?
 - (2) MRViser tous les NAMAs ou seuls ceux qui sont soutenus ?
 - (3) MRViser aussi les supports financiers aux NAMAs ?
 - 1b(iii) REDD+ : explications des amendements faits au dernier jour de la session de Bonn en août. Utile pour Bolivie, stérile pour Arabie saoudite
 - 1b(v) Efficience des mesures d'atténuation : conflit entre pro- et anti- marché
 - 1b(iv) approches sectorielles et 1b(vi) mesures de riposte : très peu d'avancée



3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS



→ 3/ ADAPTATION

- PVD pour un comité de l'adaptation. USA contre
- PVD pour mécanisme d'assurance « pertes & dommages ». USA & UE contre

→ 4/ FINANCEMENT, TRANSFERT DE TECHNO ET RENF. DE CAPACITES

→ **Financement** : avancées lors des 4 sessions de Bonn. Poursuite à Tianjin

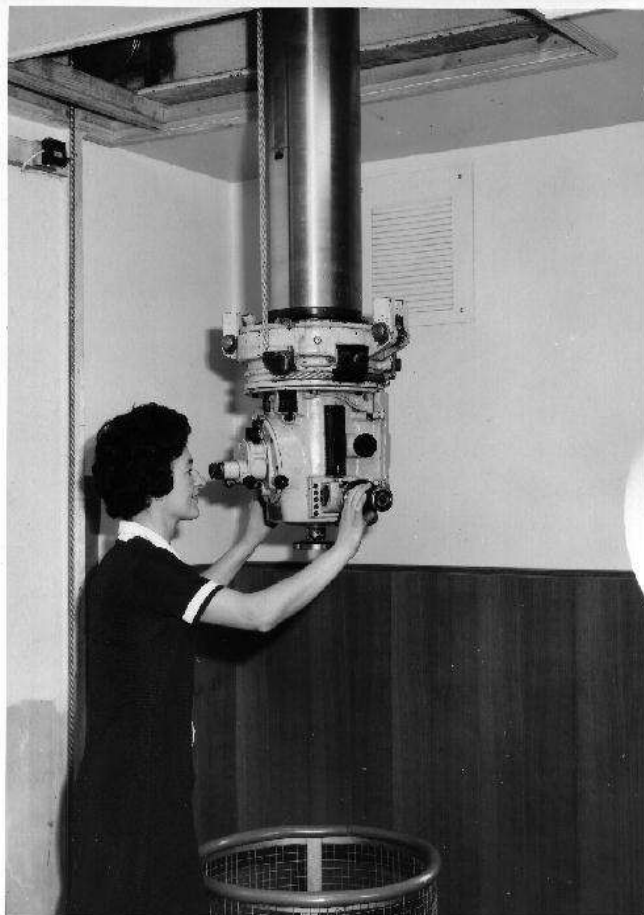
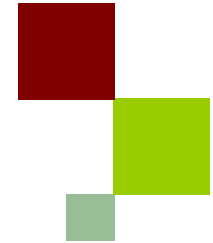
- Consensus sur fonds vert : centralisateur (PVD) vs « complément de l'existant » (UE et USA). Idée de « fenêtres thématiques » proposées par l'UE.
- Divergences sur nature du financement et mention de financements « nouveaux, additionnels, adéquats et prédictibles » demandé par tous les PVD

→ **Techno.** : débats sur rôles et mandat d'un Comité exécutif des technologies (TEC) et d'un réseau et centre des techno. Climatiques (CTCN)

→ **Renf. de capacités** : PVD pour Décision à part. Pays développés contre



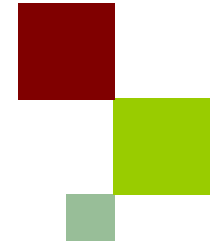
PLAN



1. INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN
2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?
3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS
- 4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE...**
5. CONCLU : DES DEBATS SUR LA METHODE
6. ANNEXE : TEXTE REDD+ A NETTOYER



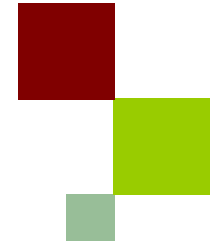
4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE



- AWG-KP créé en juin 2006 à Bonn. Présidé par l'antiguais ASHE et co-présidé par le Néo-zélandais MACEY. Pas d'avancée notable depuis 4 ans 1/2
- Juin 2010 à Bonn : consensus, suite à poussée de l'UE, sur l'idée que les objectifs post-2012 doivent venir après résolutions des questions LULUCF, mécanismes de marché carbone et excédent d'UQA (« air chaud »)
- Mais, objectifs très loin de ce que dit le GIEC pour être sous les +2°C : -10/15% en 2020 par rapport à 1990 après Tianjin...alors qu'il faudrait -25/40% !
- Mis à part UE, Norvège et Suisse, les autres pays développés conditionnent leur engagement à celui des émergents (BASIC). Dilemme « Poule et œuf » !
- PVD se plaignent...Le Venezuela accuse...La Chine propose une approche top-down : plutôt que d'attendre d'hypothétiques annonces des uns et des autres, imposer la répartition d'un objectif global entre pays développés



4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE



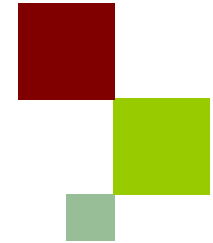
- 4 groupes de contact :
 - (i) engagements chiffrés (**numbers**) co-présidé par le belge LEFEVERE et la bélizienne COYE FELSON
 - (ii) aspects légaux (**legal matters**) co-présidé par l'autrichien LOIBL et l'équatorien ORTEGA,
 - (iii) **LULUCF & mécanismes de marché** présidé par le néo-zélandais MACEY,
 - (iv) sur les conséquences potentiellement négatives des mesures d'atténuation pour les pays pétroliers (**response measures**) présidé par l'australien URE.

1/ NUMBERS

- Tentative d'identification de critères communs de mesure des efforts (année de base, durée de la période d'engagement, etc.) ...sans succès
- Limitation après 2012 des UQA (unité Kyoto : 1 UQA = 1 teqCO₂) générées « sans effort » entre 2008 et 2012 dans l'ex bloc soviétique, dont les économies ont chuté entre 1990 et 2008/2012. Refus des options par la Féd. de Russie



4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE

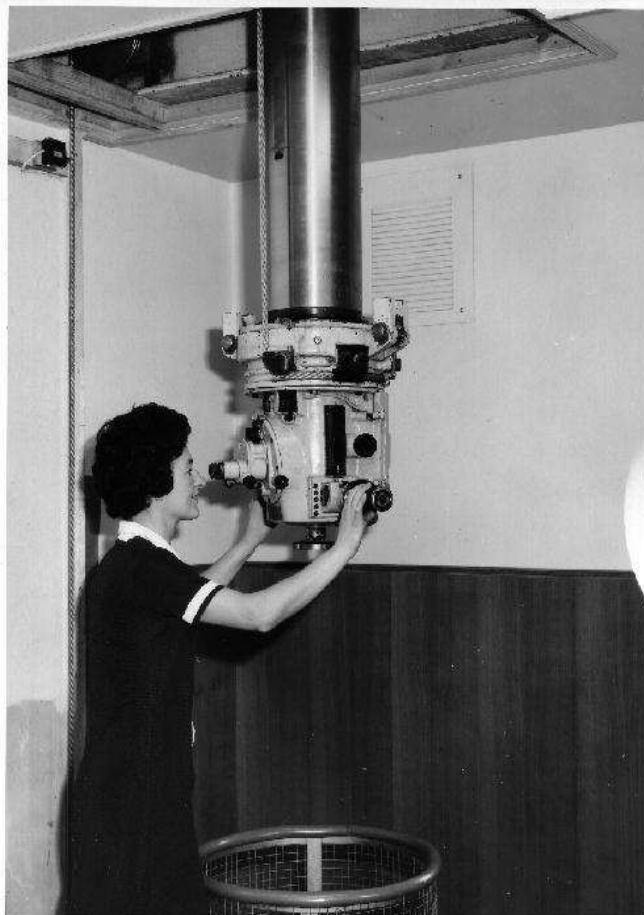
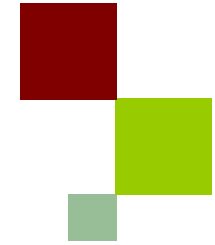


2/ LULUCF

- Un “spinoff group” co-facilité par le danois IVERSEN et le brésilien ROCHAS : consensus dans un débat complexe avec règles exotiques...Mais consensus qui ressemble à un petit arrangement entre amis (pays développés)
- Point clef = fixer niveaux de référence pour mesure du puits forestier. Logique : utiliser une référence historique comme dans le PK...Mais non : projections
- Conséquence : possible d’avoir un niveau de référence plus modeste si augmentation de récolte du bois (bioénergies). Tuvalu : « non sens climatique »
- Afrique du Sud : impossible d’analyser 40 niveaux de référence d’ici Cancun, ni même d’ici l’Afrique du Sud en 2011...D’où un trou entre Kyoto et post-2012 !
- Une porte de sortie avec option de Tuvalu (réf. Historique) : pas du goût des pays développés...



PLAN



1. INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN
2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?
3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS
4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE...
5. **CONCLU : DES DEBATS SUR LA METHODE**
6. ANNEXE : TEXTE REDD+ A NETTOYER

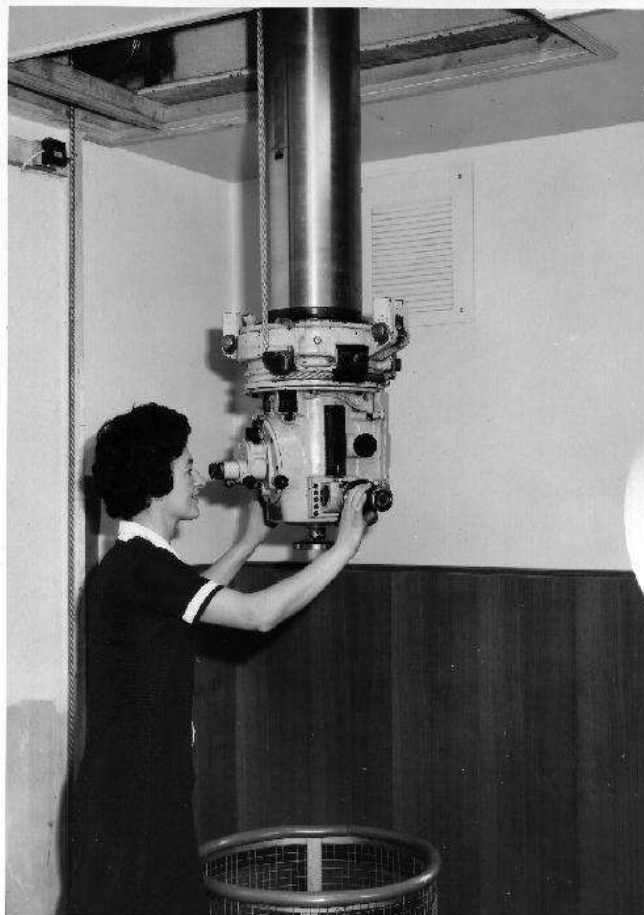
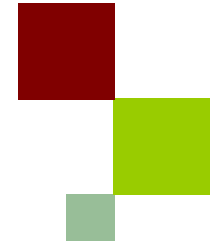


5. CONCLUSION : DEBATS SUR LA METHODE

- Ambitions **dramatiquement** revues à la baisse avec Tianjin...
- 2009 : Copenhague = LE rendez-vous. 2010 = il faut inventer un **plan B...**
- En juin puis août à Bonn, espérance d'un TJC à Cancun. Avant Tianjin, espérance d'un « jeu équilibré de Décisions » et **TJC en Afrique du Sud**
- Après 6 jours de débat sur « **comment débattre** » : gros doutes pour Cancun et le jeu de décision !
- But à Cancun : faire vivre le processus et éviter que le chemin sans fin ne se transforme en **voie sans issue**.
- **Déblocage** si Décision sur l'atténuation...Mais, que faire face à l'**attentisme** des pays développés, aggravé par la récente **défaite d'Obama** aux mid-terms ?



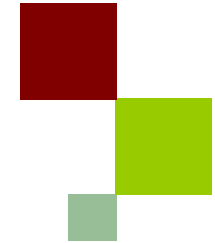
PLAN



1. INTRO : ULTIME ETAPE AVANT CANCUN
2. AWG-LCA : QUELLE VISION PARTAGEE ?
3. AWG-LCA : AVANCEES...ET RECULS
4. AWG-KP : A BOUT DE SOUFFLE...
5. CONCLU : DES DEBATS SUR LA METHODE
6. ANNEXE : **TEXTE REDD+ A NETTOYER**



6. ANNEXE : TEXTE REDD+ A NETTOYER



→ Travail de Tianjin à finaliser en groupe de travail lors de cet atelier :

**Comments on Chapter VI of LCA text – REDD+ (FCCC/AWGLCA/2010/14)-
V2 - 6th of Oct. 2010 – 4:00 pm**

These comments are submitted and endorsed by the following countries: [tbd]

[Option 1: [...]]

Rationale: Work on option 2, since it is more advanced and represents better the efforts done for the last months within the AWG-LCA. [Option 2 (The text in FCCC/AWG/LCA/2010/8 Chapter VI)]

*The Conference of the Parties,
Recalling decisions 1/CP.13, 2/CP.13 and 4/CP.15,
[Affirming (... for any quantitative goal to be inserted or moved elsewhere)]*

Rationale: Delete since non Annex 1 Parties in REDD+ should not commit on a global target without guaranteed funding to REDD+ and without the same global target endorsed by Annex 1 Parties in LULUCF (commitment not to decrease collectively their forest sinks in 2020 compared to their historical levels).

Encourages all Parties to find effective ways to reduce the pressure on forests that results in greenhouse gas emissions,

Etc., etc.



Merci de votre aimable attention

